

L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

- SECURITE SOCIALE

- MEDIAS

- IMMIGRATION

- ENTREPRISES...

quels
changements?

**NOUVEAU PROCES FREDERIKSEN
PAS DE RELACHEMENT DE LA VIGILANCE...**

C'est dans l'indifférence la plus complète que Frederiksen dirigeant du groupuscule néo-nazi FANE, vient d'être condamné le 22 mars par la 17ème chambre correctionnelle de Paris à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 6 000 francs d'amende pour apologie de crimes de guerre, provocation à la haine et à la violence raciales, ainsi que diffamation et injures raciales. Il est condamné en outre à payer 4 000 francs de dommages et intérêts à chacune des organisations suivantes : la Fédération nationale des déportés, internés et patriotes (FNDIRP), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et 2 500 francs au Comité d'action de la Résistance.

Pour la deuxième fois, le chef de l'ex-FANE était traduit en justice en vertu de la loi de juillet 1972, pour des articles diffamatoires parus dans *Notre Europe*. Comme en septembre 80, Frederiksen, pourtant leader d'une organisation terroriste, n'était poursuivi que pour délit de presse. Seul le journaliste était poursuivi. Il faut dire que *Notre Europe*, organe de la FANE ne se gêne pas pour répandre les thèses d'un Faurisson qui nie le génocide des 6 millions de Juifs, pour faire l'apologie de la race blanche et n'hésite pas à se réclamer du national-socialisme. Fait notable, pour la première fois, Faci qui pendant de longues années fut le rédacteur de la revue *Notre Europe*, a été inculpé, mais il n'est pas venu au procès.

M^e Rappaport, avocat du MRAP dans cette affaire, ne dissimule pas son inquiétude : « Je ne suis pas encore certain que le danger soit analysé et qu'on ait mis en œuvre tous les moyens susceptibles de mettre hors d'état de nuire tous les responsables. (...) Le manque d'intérêt dans lequel s'est déroulé le dernier procès de Frédérikson, témoigne d'un relâchement de la vigilance, et cela peut être extrêmement dangereux ». (Interview à *Droit et Liberté*). Ce, d'autant plus que, à la lecture de *Notre Europe*, il apparaît clairement que la FANE fait partie de l'Internationale noire qui à travers le Mouvement national révolutionnaire, cherche à reconstruire le national-socialisme. Ceux qui se dissimulent derrière *Notre Europe* sont toujours en contact avec des gens impliqués dans des attentats en Allemagne, en Italie.

COMMUNIQUÉS

**L'EXPULSION,
EST-CE LA SOLUTION?**

Sur le thème de la délinquance, une campagne est menée contre les enfants de migrants étrangers et des voix se font entendre pour demander l'expulsion des délinquants étrangers récidivistes. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples s'indigne de tels propos.

Sans nier les difficultés réelles et devant des solutions simplistes, le MRAP tient à souligner la complexité de ce problème. Il se situe, d'une part, dans le contexte de la délinquance en général, elle-même fruit des conditions économiques et sociales que vivent nombre de jeunes marginalisés à l'école, dans leur formation professionnelle, dans l'emploi, dans les loisirs; d'autre part, dans le contexte global de l'immigra-

gration sur laquelle pèse trop souvent le poids du racisme.

Pour le MRAP, lier délinquance et immigration en se contentant de dénoncer les délinquants étrangers récidivistes, c'est augmenter en eux leur part d'amertume envers une société qui n'a pas su les accueillir, c'est les désigner à la vindicte populaire, c'est alimenter le racisme.

Non, l'expulsion n'est pas la solution.
le 24 mars 1982

**CONTRE LA REPRESSION
ISRAËLIENNE**



GREVE DES PATRONS CAMIONNEURS

« Nous ne sommes pas naïfs : c'est un mouvement orchestré par la CNPF. Sous de Gaulle, Pompidou ou Giscard, la FNTR (Fédération nationale des transporteurs routiers) n'est jamais descendue dans la rue pour s'opposer à une hausse du gazole. Et pourtant, il y en a eu ! ». C'est la Fédération des Transports CGT qui parle. Elle ajoute : « Ce n'est pas un hasard si c'est à la veille des négociations sur la durée du travail que les syndicats patronaux haussent le ton. Ils veulent masquer leur refus du changement qui dans ce secteur passe avant tout par une réduction de la durée du travail. »

De son côté, la CFDT dénonce les pressions de nombreux transporteurs routiers sur leurs salariés : dans les entreprises, on n'accepterait de payer la journée qu'aux salariés qui participent au mouvement.

**DANS LES TERRITOIRES
OCCUPÉS**

L'Association de solidarité franco-arabe, s'élève vigoureusement contre la répression menée par les autorités israéliennes à l'égard des populations civiles dans les territoires occupés.

L'Association de solidarité franco-arabe qui considère la situation comme très grave, engage la communauté internationale à s'opposer de toutes ses forces à l'annexion de la Cisjordanie.

L'Association de solidarité franco-arabe demande au gouvernement français de ne pas s'en tenir à « déplorer » ou à « regretter » la situation créée par les forces d'occupation, mais à condamner une agression au nom de la justice et du droit des peuples.

Enfin, l'Association de solidarité franco-arabe déplore qu'une délégation parlementaire française ait jugé utile en ce moment de se rendre en Israël, ce qui ne peut apparaître que comme une caution à la politique annexionniste de Tel Aviv.

Paris,
le 23 mars 1982

**ELECTIONS DANS LA POLICE
MONTÉE DE
L'EXTREME-DROITE**

C'est dans le contexte des affaires et des fuites que viennent d'avoir lieu les élections professionnelles dans la police. Participation record : 80% pour ces élections de représentants au sein des commissions administratives paritaires. Marquées par une certaine violence, ces élections se sont traduites par une polémique sur la politique mise en œuvre, depuis le 10 mai, en matière de justice et de police.

La FASP de Deleplace, présentée par ses concurrents comme la « courroie de transmission du ministère de l'Intérieur », bien que restant

hégémonique enregistre un recul de ses positions : 5 à 10% de suffrages en moins selon les corps. La Fédération autonome avait recueilli 66,97% des voix chez les gradés et les gardiens de la paix en 1978, contre 57,44% aujourd'hui.

La FASP a subi un recul important chez les inspecteurs : 68,20% contre 74,52% lors des élections précédentes. Il semble que la FASP ait fait les frais de l'affaire Leclerc.

Il faut noter, à Paris, une poussée de la Fédération professionnelle et indépendante de la police, qui est devenue ainsi, la troisième force syndicale (à Paris). Cette organisation d'extrême-droite a recueilli 6% des voix dans la capitale.

On connaît la violence de ses campagnes contre le prétendu laxisme de la justice, contre l'abolition de la peine de mort, pour l'expulsion des immigrés. Le résultat de ces élections apparaît comme un défi à Defferre. Elles se sont déroulées peu après l'affaire Leclerc, après les fuites sur l'arrestation d'un militant arménien, les menaces de Carlos, l'affaire Francisci, et celles plus récentes sur les successeurs éventuels de Leclerc.

Le résultat de ces élections ne permet pas de conclure à une fin des « affaires » dans la police.

MUTATION DE VILATTE?

On parle beaucoup en ce moment de la mutation possible à Paris du procureur de la République de Marseille, Albert Vilatte.

Mutation qui si elle se produisait serait une sanction. Cette mutation ne serait pas vraiment une surprise.

Le parquet de Marseille semble s'être fait une réputation d'extrême prudence dans les affaires de grande criminalité et de célérité dans les cas de petites délinquances. « Il est fini le temps de la magistrature tranquille (...). Tout crime demeuré impuni est une défaite de la justice. » Ces propos tenus par Badinter, jeudi dernier à Marseille, ont dû sonner comme un avertissement aux oreilles de Vilatte. Nommé à la tête du parquet de Marseille en 1976, juste après l'affaire Ceccaldi, le procureur Vilatte était réputé pour sa prudence dans les affaires « délicates ».

Ainsi, pour la tuerie du Bar du Téléphone (10 morts en 1978), il a fallu attendre 17 jours pour que l'on désigne le magistrat instructeur... Pierre Michel, assassiné depuis. Récemment encore, il a fallu 21 jours au parquet de Marseille pour désigner un juge d'instruction. 21 jours, au cours desquels toutes les preuves matérielles ont disparu.

Deux inspecteurs généraux du parquet directement rattachés au garde des Sceaux, ont enquêté du 15 au 17 février sur cette juridiction. Les magistrats du Syndicat de la magistrature leur ont remis plusieurs notes techniques sur le fonctionnement du parquet : manque de concertation, absence de réunions depuis plus d'un an pour déterminer l'orientation de la politique criminelle, erreurs de gestion, inopportunité de certaines poursuites. C'était le sens de l'accusation du substitut Bartoloméi qui parlait d'« inefficacité structurelle contre la grande délinquance ».

Si vous ne savez pas pourquoi Vilatte risque d'être muté sans promotion, lui, il le sait.

Rubrique réalisée par Léon CLADEL

Entre nous...

**VOYONS LES CHOSES
PAUSEMENT..**

Les cantonales passées, et perdues, l'état de grâce s'enfuit à tire d'ailes. D'ailleurs, il n'avait pas attendu le premier tour fatidique pour prendre son envol migrateur. Quoi qu'il en soit, ces résultats font couler de l'encre et des avis... De doctes personnages, s'appuyant sur des analyses aussi savantes qu'élaborées, disent que c'est parce que le changement va trop vite. Donc, il faut une pause dans les réformes. Il va si vite, le changement, qu'on ne le voit pas passer dans certains endroits... C'est vous dire! D'autres personnages, chargés d'entreprises ceux-là, dans les salons où l'on pause, se livrent à un chantage insidieux. « Soulagez les entreprises des charges qui les écrasent... Sinon : faillites, chômage ». Un chantage payant puisqu'en réponse, les pouvoirs dits « publics » prennent la pause au bond (sans que le changement soit pour autant remis en cause)... Malgré de nombreux liftings pour se redonner un air de jeunesse dynamique, la social-démocratie est une dame vénérable, à l'aise dans le satin des institutions. Pas étonnant que toujours, avec elle, le changement ça mène aux pauses...

Claude DHALLUIN



Vu par Sylvestère

Quels médias pour les travailleurs ?

Une réforme de l'audiovisuel va être examinée par le Parlement ce printemps. Mais déjà la discussion est portée dans la presse, les cantonales l'ayant réactivée récemment.

La télé d'après 10 mai est « totalitaire » clame la droite; le PS y a pratiqué la « chasse aux sorcières ». Et d'organiser, dans certains quartiers de Paris, des « comités de défense » de la liberté à la télé, tremplins d'une mobilisation réactionnaire. A l'inverse, les deux partis au gouvernement se plaignent amèrement de n'avoir pas encore « la télé du changement », les médias ayant contribué, en partie, à l'échec des cantonales.

Voilà bientôt un siècle que la législation française a juridiquement libéré l'expression dans le pays : pas d'autorisation préalable pour éditer un journal, droit d'expression sans entraves ou quasi, pluralisme des points de vue, indépendance du journalisme vis-à-vis des pouvoirs, « objectivité » de l'information prônée comme un idéal et célébrée comme une conquête du « monde libre et civilisé ». La réalité est d'une autre eau : éditer et diffuser un journal coûte des fortunes, la presse dite d'information est aux mains de quelques magnats et trusts, dont les objectifs idéologiques et commerciaux répondent à des intérêts de classe, il faut relativiser sérieusement la fameuse indépendance journalistique, etc... Les larges masses, d'ouvriers, d'employés, de paysans, de jeunes, de femmes, de travailleurs étrangers n'ont pas, dans les faits, véritablement accès au droit à l'expression et à la communication de leurs intérêts et de leurs aspirations.

Ces dernières années, des modifications importantes sont intervenues dans le domaine de l'expression et de la communication : l'intervention de l'Etat s'est faite de plus en plus pressante (monopole télévisé, contrôle des radios, etc...); il y a internationalisation de la culture et des échanges (inégaux) d'informations et des produits culturels; enfin l'introduction de nouvelles technologies combinant informatique, télécommunication et audiovisuel ont renforcé le poids des politiques industrielles dans la communication. Les choix audiovisuels dépassent nos frontières et ne sont pas de simples affaires d'idéologies : il s'agit en fait de donner aux grands de la télématique CGE, Matra, Thomson la possibilité de s'assurer des marchés étrangers.

Il faut rompre avec cette politique de créneaux à l'exportation pour les produits de communication, qui, à la fois contribue à maintenir l'hégémonie économique et politique sur les pays du Tiers Monde et aboutit à renforcer les tendances dominantes au plan national : privatisation et individualisation des pratiques culturelles, suremploi de matériel sophistiqué destiné à un petit nombre privilégié.

Enfin, il faut fournir aux forces ouvrières et populaires les moyens de leur expression, de leurs échanges : les moyens de la démocratie. Il ne s'agit pas de minuter si tel parti de gauche a eu cinq minutes d'antenne ou si tel syndicat est défavorisé : il faut faire surgir la réalité sociale, culturelle, politique des masses populaires dans tous ses aspects, forger de nouveaux professionnels de la communication liés aux travailleurs, donner aux organisations syndicales et populaires, aux associations de toutes sortes les moyens de recueillir et de produire leur propre information. Le bouillonnement des radios syndicales et associatives, la multiplication des journaux locaux, l'essor des vidéos sur les luttes, les ateliers d'affiches manifestent le besoin urgent et les potentialités immenses d'échanges, d'expression et de communication populaires. Ces formes-là manquent de moyens de production et de diffusion, les formes audiovisuelles officielles ultra-modernes manquent de souffle et de la voix du peuple. Et si l'on opérât une fusion ?

Camille GRANOT

POUR LA REGULARISATION

GREVE DE LA FAIM DE TRAVAILLEURS IMMIGRES A PARIS

Quarante-six travailleurs immigrés, soutenus par la Maison des travailleurs immigrés, viennent d'engager une grève de la faim illimitée, au 57 de la rue Traversière. Leurs revendications sont simples : la régularisation de la situation des marchands ambulants immigrés; l'arrêt des contrôles et des vexations dont ils sont l'objet sur les marchés. Leur action est motivée par le refus du gouvernement de régulariser leur situation. Cela malgré de nombreuses démarches et bien qu'ils aient satisfait aux conditions posées. Ils sont plus d'un millier à être dans cette situation.

Dans une déclaration, la Maison des travailleurs immigrés (MTI) indique :

Cela fait bientôt 7 mois que la campagne de « régularisation exceptionnelle » des sans-papiers a commencé, 7 mois d'attente, d'espoirs, de démarches administratives, en butte aux tracasseries de certains leviers récalcitrants, mais aussi 7 mois de mobilisation et de lutte.

Aujourd'hui, le gouvernement annonce que 140 000 dossiers sont candidats à la régularisation, que 60 000 travailleurs immigrés parmi l'ensemble ont été d'ores et déjà régularisés... Le reste n'est que question de temps.

Parmi les catégories d'immigrés dont la situation reste sans aucune solution, les marchands ambulants sont les plus touchés. En effet, ayant présenté leurs dossiers parmi les 15 000 dossiers déposés par la MTI donc faisant partie des 140 000 dossiers déposés et dont M. Autain a déclaré que la quasi-totalité sera régularisée; ayant fait toutes les démarches nécessaires à la régularisation; ayant accepté lors des Assemblées générales hebdomadaires tenues dans les locaux de la MTI les 4 conditions du gouvernement (entrée en France avant le 1/01/1981, preuve de fonction de marchand ambulant -récépissé de consignation, patentes, factures avec TVA, etc... -; dépôt du dossier avant la fermeture des guichets le 15/01/82, preuve de logement fixe pendant 6 mois); ayant été de toutes les luttes des sans-papiers (meeting du 27 juillet 1981, meeting du 31 octobre 1981, rassemblement devant l'APIM le 7 septembre 81, rassemblement devant la Solidarité nationale le 23 novembre 1981 et le 19 février 1982, occupation de la DDT le 17 février 1982, grève de la faim le 12 février 1982 en soutien aux grévistes sans papiers de Nîmes et d'Avignon, manifestation du 12 décembre 1981 à Barbès); ayant rencontré les responsables de la Solidarité nationale à diverses reprises (rencontres qui ont toutes abouties à des promesses jamais tenues); ayant interpellé tous les ministères (Commerce, Intérieur, Solidarité nationale, Affaires extérieures), la présidence et le premier ministre; les marchands ambulants sont aujourd'hui encore sans réponses ni solutions. Leurs revendications, qui sont : -cartes de séjour et carte de marchand am-

bulant, -arrêt des contrôles dans les marchés, -contre les refoulements et les expulsions... sont encore sans réponse.

Le 14 février, les marchands ambulants avaient adressé une lettre au premier ministre. Ils y déclaraient :

L'avènement de la gauche au pouvoir depuis le 10 mai 1981 a suscité un grand espoir dans l'opinion publique immigrée : liberté, égalité et justice, tels étaient en effet vos mots d'ordre politiques.

Plusieurs mesures ont été prises par le gouvernement de la gauche, dont vous êtes à la tête, en faveur des travailleurs immigrés, et parmi lesquelles la plus importante était la régularisation des travailleurs immigrés sans-papiers, entrés en France avant le 1^{er} janvier 1981. Ces mesures sont considérées par l'ensemble des travailleurs immigrés comme positives dans l'attente d'une transformation profonde du statut d'infra-droit dans lequel les travailleurs immigrés ont été cantonnés jusqu'à présent.

Cependant, nous, commerçants ambulants, regroupés au sein de la Maison des travailleurs immigrés (MTI) considérons que notre cas en tant que travailleurs et en tant que commerçants n'est malheureusement pas pris en compte dans le cadre de la régularisation exceptionnelle des travailleurs immigrés sans-papiers. Notre situation reste très précaire. En effet, malgré le fait que nous payons les récépissés de consignation et toutes les taxes afférentes à notre activité, nous sommes constamment victimes des contrôles de police (saisies, procès-verbaux, poursuites judiciaires, brimades...). Nous restons une catégorie de travailleurs relativement importante, notamment sur la région parisienne, et notre souci actuel est que l'on nous reconnaisse aujourd'hui comme travailleurs, comme commerçant à part entière dans la société française.

Depuis plusieurs mois maintenant, nous avons avec la MTI, dans laquelle nous nous sommes rassemblés, demandé notre régularisation, c'est-à-dire l'obtention d'une carte de séjour et d'une carte de commerçant. Notre activité commerciale, spécifique demeure notre seule source de revenu nous permettant de satisfaire à nos besoins. Ce type d'activité doit être considérée comme permanente. Contrairement à ce que l'on peut penser de notre activité, celle-ci présente un caractère stable et continu dans le cadre de l'activité commerciale globale en France.

En aucun cas, la régularisation des commerçants ne représente un danger pour la situation de l'emploi. Bien au contraire, cette régularisation ne fera que reconnaître des travailleurs à part entière dans un secteur de l'économie qu'est celui de la distribution et de la vente de biens et marchandises provenant du commerce de gros.

Notre cas n'a rien de particulier que son caractère commercial. Loin d'être source de chô-

mage et de difficultés dans un secteur spécifique de l'économie française, notre régularisation administrative n'est au demeurant que légitime. Nous sommes prêts à satisfaire à toutes les conditions administratives, et pour obtenir notre régularisation, et pour mener nos activités commerciales.

En ce qui concerne la régularisation même, nous sommes prêts à fournir toutes les preuves d'un domicile fixe en France d'une durée minimale de six mois, ainsi que la preuve d'un travail stable dans notre secteur spécifique.

Nous sommes prêts, et nous nous y engageons, à verser toutes les taxes et charges afférentes à notre activité commerciale (TVA, charges sociales...).

Notre situation ne peut laisser indifférent votre gouvernement. Depuis près de six mois maintenant, nous étions dans l'attente de mesures en notre faveur, mais en vain.

Le 19 février, la MTI donnait les informations suivantes sur le déroulement d'une rencontre au secrétariat d'Etat aux Immigrés :

Le mercredi 17 février 1982 à 18 heures, des représentants de la MTI avec une délégation des marchands ambulants devaient être reçus, comme convenu déjà depuis plusieurs jours, par monsieur Vidana au secrétariat d'Etat aux Immigrés au ministère de la Solidarité nationale.

L'ordre du jour de cette réunion devait porter sur les problèmes des marchands ambulants qui attendaient depuis des mois (5 septembre) qu'une solution soit trouvée pour cette catégorie de « sans-papiers ». Une circulaire aurait dû voir le jour selon le secrétariat d'Etat au plus tard le 15 janvier!

Or, à la grande surprise de la délégation de la MTI, et des marchands ambulants, non seulement l'ordre du jour n'a pas été abordé, mais la réunion a consisté en la lecture d'une déclaration de presse signée par M. Autain et lue par son chef de cabinet M. Weil et en présence de M. Vidana, dont le contenu consistait essentiellement à mettre en évidence le « bon déroulement de la procédure de régularisation » et aussi pour dénoncer l'occupation de locaux administratifs (y compris les lieux où se déroulent les grèves de la faim à Avignon et à Nîmes) qu'il « juge inacceptable » et qui dorénavant seront « défendus par tous les moyens ».

A l'issue de cette déclaration et des explications qui l'ont suivie, M. Weil a jugé que la réunion prévue sur les marchands ambulants ne pouvait avoir lieu, et que si la MTI souhaite rencontrer le ministère sur cette question, elle devait refaire la demande.

La MTI considère pour sa part que l'attitude des pouvoirs publics ne peut être comprise que comme une forme d'intimidation inacceptable et que le secrétariat d'Etat aux Immigrés a pris la lourde responsabilité, en annulant cette réunion, de rupture des négociations.

REPRESSION

SOUTIEN AUX MUTINS TAHITIENS

Le 19 avril prochain s'ouvrira devant la Cour d'assises de Versailles le nouveau procès des mutins tahitiens déjà jugés une première fois à Papeete en début mai 1979 et qui ont obtenu la cassation de leur procès. Il s'agit de Emmanuel Tauhiro, Oscar Chapman, Joseph Seigel, Jean-Claude Temarii et Pierre Teave.

C'est le procès de toute une mutinerie de deux cents prisonniers, qui a éclaté à la prison de Tahiti le 14 janvier 1978 alors que Charlie Ching et les autres accusés indépendantistes y étaient incarcérés. Les mutins, grimpés sur le toit de la prison y plantèrent un drapeau tahitien et des banderoles réclamant l'indépendance au cri de « Vive l'indépendance, les Français dehors ». Ces événements ce sont soldés par la mort d'un gardien et celle d'un détenu.

Les motivations politiques des inculpés sont claires. En provoquant la mutinerie, ils n'ont nullement cherché à améliorer les conditions de vie en prison qui, pourtant, sont encore plus pénibles à Tahiti qu'en France, mais ont manifesté en faveur de l'indépendance de la Polynésie et de l'arrêt des essais nucléaires.

A l'issue du jugement rendu à Papeete en mai 1979, le principal accusé, Emmanuel Tauhiro a été condamné aux travaux forcés à perpétuité, les six autres de 5 à 20 ans de travaux forcés.

Ces faits sont à replacer dans le contexte évoqué au procès des sept indépendantistes de janvier 81. De plus, comme la situation coloniale n'a guère changé, il est bon de rappeler les événements qui ont jalonné les derniers mois, depuis la victoire de la gauche.

En juillet 1981, la revue *Actuel* a fait état d'une quarantaine de tumeurs cancéreuses chaque année à Tahiti. Il est malheureusement impossible d'attribuer une cause précise à ces maladies, même si l'on pense inévitablement aux essais aériens d'avant 1975. Par des déclarations publiques, un certain nombre de militaires américains dénoncent, actuellement les essais atomiques en atmosphère auxquels ils avaient assistés comme étant à l'origine de nombreux cancers parmi eux.

Durant la conférence du Forum du Pacifique sud qui s'est tenue en août 1981 au Vanuatu nouvellement indépendant, les essais nucléaires français et le stockage de déchets irradiés japonais ont été au centre des discussions. Une délégation conduite par le premier ministre des Vanuatu a même rencontré le gouvernement français à Paris sur le chapitre des essais, en novembre 81. Le premier ministre des Iles Fidji, au nom des pays du Pacifique sud, a rencontré François Mitterrand début mars 82, pour soutenir les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie et pour protester contre les essais nucléaires de la France. Il lui a été signifié clairement que la bombe atomique était indispensable à l'indépendance de la France.



Une forte tempête en mars 81 arrachait sur l'atoll de Mururoa, du goudron fixateur de plutonium (datant des essais aériens) et dispersait ce goudron dans le lagon. La période de vie du plutonium étant de 24 500 ans, on voit quel danger résulte de la transmission de cette contamination par la chaîne alimentaire. Ces événements divulgués par la CFDT passant outre le secret militaire, ont été largement repris par la presse en France et à l'étranger, donnant ainsi raison aux populations qui s'inquiètent des essais. De plus, il est officiellement admis que par suite d'un affaissement de l'atoll consécutif aux essais, Mururoa devra être abandonné bientôt pour un autre site, l'île de Fangataufa située à 40 km de Mururoa.

L'association écologiste de Tahiti, la Ora Te Natura, qui a demandé tout au long de l'année 1979 la venue d'experts internationaux en radiologie, continue de manifester régulièrement son opposition aux essais. Ces revendications ont été relayées, en décembre 81, par la campagne de Greenpeace III (avec à son bord Brice Lalonde), tentant d'aborder à Mururoa. Devant le refus réitéré du gouvernement, force est de s'en remettre à l'arbitrage d'une commission nationale. Cet arbitrage est officiellement accepté par les autorités militaires, suivant la déclaration de Louis Darinot (FR3, spécial DOM-TOM du 7/3/82). « Nous revenons de Mururoa pleinement rassurés sur la sécurité biologique, radiologique des essais. Quant aux autres aspects (sismiques) je préconise, pour que le sujet soit épuisé, la venue d'une commission d'experts avec Haroun Tazieff ». Reste à savoir

si le peuple des Iles sera pleinement rassuré, lui.

La main-mise de la France sur les richesses sous-marines, se met en place dans le Pacifique et particulièrement à Tahiti. On lit, dans *La Dépêche de Tahiti* du 10/9/81 que « la création d'offices tels que l'ORERO (Office de recherche et d'exploitation des ressources océaniques) enlève à l'Assemblée territoriale une grande partie de ses prérogatives, puisque ces organismes sont autonomes financièrement ».

Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement à majorité socialiste, la présence française à Tahiti et l'argent du Centre d'essais du Pacifique n'ont donc pas diminué. Tout au plus est-on préoccupé par le chômage des jeunes et essaie-t-on d'y remédier par le développement de l'enseignement technique et la création de centres de jeunes adolescents.

Le Parti socialiste la Mana te Nunaa écrivait dans *La Dépêche de Tahiti* du 14/12/81 : « Le maintien en Polynésie du système du CEP constitue un obstacle insurmontable à la mise sur pied d'une véritable économie de production ». On peut même dire que le maintien de cette forme de colonialisme en justifie d'autres, plus meurtrières (en Afrique du Sud, en Haïti, etc...) et ternit l'image de la France, traditionnellement éprise de liberté.

Lors du prochain procès, les actes commis seront-ils situés dans le contexte colonial des années 70 qui est encore largement actuel? Ce procès sera-t-il un jalon de plus vers la liberté (Tiamara en tahitien) que réclament les Tahitiens? Cela dépend en partie de notre mobilisation et de notre présence dans la salle de la Cour d'assises.

GOUVERNEMENT

PEUT-IL MOBILISER LES TRAVAILLEURS ?

Expliquer plus... C'est, semble-t-il, la principale leçon que le gouvernement et les partis qui le composent ont tirée de l'avertissement des cantonales.

Après 10 mois, les travailleurs qui n'ont pourtant pas fait preuve jusqu'ici d'une trop grande impatience, ont en effet bien besoin de comprendre :

- pourquoi l'emploi, cette priorité des priorités, ne connaît pas d'amélioration un peu sensible?

- pourquoi le patronat se montre aussi arrogant, maintient toutes ses exigences, en ajoute de nouvelles?

- pourquoi ceux qui conduisaient hier au désastre se voient-ils remerciés par d'énormes indemnités lorsqu'ils sont écartés de la propriété de biens édifiés en fait par le travail de centaines de milliers d'hommes et de femmes?

- les travailleurs à qui devait bénéficier le changement, en quoi en sont-ils plus, mieux qu'avant les acteurs; autrement que par le suffrage universel qui reste la seule occasion où on leur demande réellement d'intervenir?

Ils peuvent, à bon droit, se demander où on les emmène et il faut, en effet, que les choses soient claires, qu'ils sachent si oui ou non le nouveau pouvoir a l'intention de faire avancer les

choses en leur faveur, et au détriment de ceux dont l'opulence, née du capital, nourrie de la spéculation, du détournement organisé de l'argent public et en fin de compte des fruits du travail de la grande masse, s'étale toujours, se met en vedette, à la Bourse ou par ses trafics tout aussi discrets qu'énormes; au détriment aussi de ceux qui ouvertement se faisaient hier les exécuteurs des hautes et basses œuvres de ces accapareurs. Car les choses ne peuvent avancer pour les travailleurs si elles ne reculent pas pour les exploiters et la réaction...

Les travailleurs n'ont pas cette assurance, sans laquelle les appels à la solidarité ou à l'effort qu'on peut leur lancer ne peuvent être mobilisateurs, et se réduisent à un appel à la lutte pour une compétitivité dont les différences avec celle qui était au centre des discours des Giscard-Barre sont bien peu sensibles.

Il faut donc que les buts soient clairs; s'ils le sont, les travailleurs peuvent comprendre les difficultés : le monde qui nous entoure ne donne nulle part le spectacle de la facilité; la profondeur des transformations à faire peut être facilement saisie lorsqu'on la mesure, par exemple, aux millions, aux centaines de millions d'hommes et de femmes que le système actuel (capitaliste, impérialiste : la France en est partie prenante) enfonce dans la famine; comment pourraient-ils être les consommateurs de ce que notre économie hautement perfectionnée, le travail de notre peuple, pourrait leur proposer, en biens de consommation comme en moyens de production?

Il faut aussi que les moyens proposés visent bien au même but de faire de la masse des travailleurs non seulement les acteurs du changement, mais les maîtres de la société et que le moyen principal de cette transformation soit justement leur mobilisation, avec ce que cela suppose comme élargissement de leurs possibilités d'expression, d'organisation, d'initiative, d'accès aux connaissances de la réalité concrète dans son ensemble... de la démocratie. C'est d'ailleurs la condition pour que ceux qui s'opposent au changement soient mis en échec.

Que le gouvernement se lance réellement dans un tel processus d'explication serait une très bonne chose, en même temps qu'une rude bataille : les différences sont, en fait, profondes (dans le mouvement ouvrier, dans la gauche) et aussi les adversaires du changement ont montré de quoi ils étaient capables, eux qui, aujourd'hui, multiplient les appels à la « pause ».

C'est en tout cas une condition pour que les choses soient claires et, si les intentions vont dans le sens qu'attendent les travailleurs, pour que ceux-ci se mobilisent.

G.C.

Souscription

Total précédent : 12 942 francs

| | | |
|--------------------------------|---------------------|-----|
| Suppt à réabt hebdo J.L. | Corbeil | 50 |
| Suppt à réabt hebdo B.R. | Paris | 40 |
| Suppt à réabt hebdo B.J.P. | Rennes | 178 |
| Suppt à commande journaux | Morbihan | 5 |
| Suppt à réabt hebdo F.E.L. | Gardanne | 40 |
| J.U. | Rodez | 150 |
| Suppt à réabt hebdo S. | Antony | 20 |
| Suppt à réabt hebdo M.M. | Landes | 50 |
| CP Colonel Fabien | Essonnes | 30 |
| Suppt à réabt hebdo L.C.T. | Roscoff | 50 |
| J.C.C Soutien à HR. | Bordeaux | 100 |
| C.F.F Suppt à réabt hebdo | Montpellier | 100 |
| Suppt à réabt hebdo B.N. | Clichy | 100 |
| Suppt à réabt hebdo H.C. | Antony | 40 |
| (cellule Aurore du PCML) | | |
| Suppt à réabt hebdo D.D. | Clermont/Ferrand | 50 |
| Souscription | Montpellier | 200 |
| Souscription Cellule P. Semard | Montpellier | 80 |
| Souscription H.S. | Paris | 320 |
| Suppt à réabt hebdo C.A. | Vitrolles | 50 |
| Suppt à réabt hebdo P. | Orsay | 40 |
| Suppt à réabt hebdo L.J.J. | Pyrénées/Atlantique | 22 |

Total au 30 mars 1982 : 14 656,50 francs

Abonnement

(remplir en majuscules)

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et bureau distributeur :

S'abonne pour 6 mois : 80,00 Frs soutien 6 mois : 120,00 Frs
 pour 1 an : 150,00 Frs soutien 1 an : 200,00 Frs

(Je recevrai un numéro de Proletariat si je suis un nouvel abonné)
 A renvoyer à : Presse d'Aujourd'hui - BP 70 - 94220 CHARENTON
 Règlement à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui

Entreprises : Le changement à petite vitesse

L'entreprise n'est certes pas le seul lieu où peut se mesurer le changement. Il en est néanmoins l'un des plus importants, et des plus sensibles.

D'autre part, l'une des réformes qui devrait avoir le plus de répercussion dans les entreprises, les nouveaux droits, dans le secteur privé comme dans les groupes nationalisés, qui doivent dessiner la « nouvelle citoyenneté » — vient seulement d'être adoptée par le gouvernement. La mise en œuvre viendra plus tard encore.

Enfin, le patronat, les forces au profit desquelles fonctionne le système capitaliste et impérialiste, s'opposent d'une manière particulièrement active à tout changement qui remettrait en cause leur pouvoir, l'ordre établi dans les entreprises. Ils n'ont pas abandon-

né leurs projets antérieurs de transformation des « relations sociales » dans l'entreprise destinées à asseoir encore mieux leur pouvoir, saper les bases des organisations de classe des travailleurs, obtenir la coopération de ces derniers. Entre les « cercles de qualité » à la japonaise tant vantés par Y. Gattaz (l'autogestion modèle patronal) et les conseils d'ateliers, les moyens de contrôle, les possibilités d'action collective des travailleurs (donc les moyens de leurs organisations), il y a évidemment une différence de fond. Mais qu'en sera-t-il sur le terrain? L'application des lois nouvelles (comme celle de l'ordonnance sur les 39 heures) ne sera favorable aux travailleurs que selon le niveau de la pression qu'ils pourront exercer et de la clarté de leurs revendications, dans des conditions nouvelles

particulièrement dans le secteur nationalisé, sensiblement élargi, placé sous l'autorité du gouvernement de gauche, avec participation directe des syndicats à la gestion.

Autant dire que le changement dans les entreprises est plus que jamais un enjeu dans un processus aux issues qui demeurent tout à fait ouvertes.

Il n'est question ici que de donner quelques indications sur la façon dont il est perçu et vécu, d'une manière forcément très partielle, compte tenu de la diversité des situations, tailles, conditions de départ au 10 mai des entreprises, notre choix s'étant porté sur des entreprises dont on peut estimer qu'elles devraient se trouver à la pointe du changement.

Gilles CARPENTIER

Renault Flins

un simple ravalement de façade ?

Qu'est-ce qui a changé?

A Renault-Flins, on en discute beaucoup en ce moment dans les ateliers. Chacun veut se faire son idée; et pour cela cherche à confronter son point de vue à celui des autres.

A dire vrai, les débrayages se multiplient, sur quantité de questions, plus ou moins catégorielles, dans tel ou tel atelier, plus ou moins massifs selon les cas, selon aussi qu'un seul ou plusieurs syndicats y appellent.

Signe que les attentes ne sont pas satisfaites.

Ce qui suit est en gros la description de cet état d'esprit des travailleurs aujourd'hui, essentiellement sur les chaînes, telle que nous l'a présentée un militant immigré délégué dans son atelier.

A Flins, l'ensemble des travailleurs ne sent pas le changement. Les conditions de travail sont restées les mêmes; les mêmes personnes ont été gardées aux mêmes postes de responsabilité. Il y a eu un vif débat dans le syndicat à ce sujet : des gars pensaient qu'il fallait vider les agents de maîtrise... Certains ne devraient plus être là; ils auraient dû être au moins changés de poste.

En effet, bien souvent ils ont été nommés pour services rendus avant : pour avoir été jaune, antigrevistes...

Ils ont maintenant une attitude un peu différente; d'ailleurs la direction a entrepris une formation pour les adapter à la nouvelle situation. (Elle a embauché des sociologues...). Mais au fond ils n'ont pas changé.

Certains se sont réclamés du Parti socialiste, après le 10 mai; effectivement ils étaient plus libéraux, ils avaient plus une attitude d'hommes de dialogue; mais

ça ne change rien à la politique de la direction.

Aujourd'hui, on dit aux travailleurs : « Vous êtes assez responsables, vous devez prendre vos responsabilités »... Autrement dit, pas la peine d'aller chercher le syndicat.

Sur ma chaîne, le chef est un homme de dialogue; quand il y a un problème avec un gars, il refuse la présence du délégué, en douceur... « Je vais le voir d'abord seul »... Et finalement, ça se règle comme ça.

Sur tel poste, tel secteur, il y a un projet de réorganisation; on le présente aux gars concernés : « Discutez-en, si ça ne vous convient pas proposez autre chose »...

Tout ça, finalement, ça mène à l'idée qu'au fond il n'y a pas besoin de syndicat, que le syndicat ça complique les choses...

Mais pour le travailleur, s'il n'y a pas le syndicat, ça risque bien d'être le piège : on lui dit ce qui peut être bien dans le projet, pas ce qui n'est pas bon... On lui fera décider ce qu'on veut...

Donc les gars disent qu'il n'y a rien de changé. A cela un militant (moi-même) répond : « On ne peut pas voir l'effet tout de suite; le gouvernement doit d'abord maîtriser l'économie; les autres en face mettent des bâtons dans les roues... » Mais c'est vrai que la réalité n'a guère changé.

Prenons les 39 heures. L'application ici, avec l'accord Régie-syndicats, ça donne en fait une demi-heure en moins : on faisait 41h40, on fait 41h10 (dont 2h10 supplémentaires au lieu de 1h40). Ça ne fait rien d'autre qu'une augmentation des cadences... Il faudrait une réduction bien plus forte, et d'un coup,

pour que ça donne des embauches et une amélioration des conditions.

Sur les chaînes, on veut de meilleures conditions de travail.

Pour ça, il faut en effet de nouveaux droits : par exemple, pouvoir contrôler la cadence, que les cadences soient affichées, que le compteur de chaîne (qui est dans le bureau du chef) soit accessible à tous... Et aussi que les travailleurs puissent donner leur point de vue, discuter tous ensemble de l'organisation, du découpage des postes, des cadences...

Et le problème des OS : ne pas être OS à vie, ça veut dire pouvoir avoir un autre travail. Le coup du P1 (cette possibilité de passer P1 qu'il y a depuis les grèves de l'an dernier), c'est un salaire un peu meilleur, mais c'est toujours le même travail! Pour sortir du travail d'OS : il y a l'histoire de l'enrichissement des tâches, le groupe de travail, comme au carrousel sellerie (où ça a d'ailleurs permis de supprimer le poste de contrôleur... Le bilan pour les travailleurs, c'est à voir?). Mais ce n'est pas possible sur les chaînes. Pour en sortir, il faut passer un examen; il faudrait une formation. Or, si un OS demande une formation de tôlier, ou de comptabilité... on lui refuse.

En plus, il y a toujours la crise de l'automobile, la course à la modernisation. Renault fait bien sûr porter son effort de modernisation sur les secteurs de production, là où les immigrés sont le plus nombreux : cela fait pour eux, un sujet supplémentaire d'inquiétude, même si par ailleurs, ils se sentent bien plus en sécurité (c'est le plus sensible) depuis le 10 mai.

Citroën-Talbot

un gros retard à rattraper

Citroën-Talbot : encore l'automobile, mais d'un genre différent. Une réputation bien assise de répression antisyndicale, anti-ouvrière; haut lieu du « syndicalisme » qui se dit « libre » après avoir été la CFT dont les hommes de main ont pratiqué le dialogue à coups de poings et plus, à coups de fusil même, dans leurs usines et en dehors, dans les cités ouvrières, dans d'autres entreprises.

Cela n'a pas cessé avec le 10 mai. Mais cela a changé.

Des brèches s'ouvrent dans ces bastions de l'arbitraire, de la violence patronales.

A la faveur de l'absorption de Talbot par PSA, la direction de ce groupe avait voulu couper l'usine de Poissy en morceau : découpage fictif dont le résultat concret aurait été l'introduction de statuts différents pour les personnels, la cassure du syndicat CGT (dont la secrétaire s'était d'ailleurs vue du jour au lendemain refuser la participation au Comité d'entreprise...). A terme, cela pouvait préparer et faciliter des liquida-

tions d'emploi sous couvert de difficultés financières.

Les auteurs de ce coup ont dû revenir sur leur manœuvre.

A Citroën-Aulnay, la direction a voulu imposer (comme d'habitude) ses conceptions et méthodes en matière d'élections professionnelles, fixant unilatéralement la date au 31 mars.

Cette date a été reportée. Les choses ne sont pas encore réglées, mais il y a tout lieu de penser que, là comme à Rennes, comme à Talbot-Poissy aussi (pour la seconde fois), la direction devra en passer par des conditions bien moins à son goût : des élections sous surveillance d'inspecteurs du Travail et hommes de loi!

Cela ne garantit pas encore le caractère libre de telles élections : les moyens de pression au moment du vote ou avant, et plus encore les menaces pour après (pour peu que la CFT, la maîtrise se donne les moyens de savoir comment chacun a voté) sont toujours utilisables et ils ont été utilisés, à Citroën-Rennes, à Talbot. Mais l'arbitraire s'en trouve tout de même large-

ment limité. Un signe d'ailleurs : à Aulnay, la CGT pourra présenter autant de candidats qu'il y a de postes et l'agression brutale de l'un d'eux (un immigré) n'y a rien changé.

Une étape dans une bataille qui est loin d'être terminée : le pseudo syndicat CSL (ex-CFT) arrive encore à des scores de 50%!

Les choses avancent donc.

Le rôle du 10 mai là-dedans? Sans aucun doute un encouragement à se dresser pour effacer de telles situations aussi anachroniques, où le droit syndical, dans des entreprises de cette taille, était aussi ouvertement bafoué, en même temps que les libertés les plus élémentaires.

Mais c'est la lutte, opiniâtre, sans relâche, qui est le facteur principal. Celle qui, déjà au temps de Giscard, avait imposé, après des années et des années, les premières élections contrôlées à Poissy.

SECURITE SOCIALE

LES DEUX MURS AUXQUELS SE HEURTE LE CHANGEMENT

La Sécu. reste un bastion de la droite que le gouvernement a beaucoup de mal à contenir depuis le 10 mai. La situation est actuellement fort complexe au sein des organismes et en apparence rien n'y a changé.

L'affaire de la destitution et du suicide du directeur de la plus grande Caisse d'assurance maladie en province (les Bouches-du-Rhône) a brutalement, mais furtivement, révélé l'intensité des conflits souterrains qui existent actuellement. La Sécurité sociale apparaît donc comme un panier de crabes grouillant sur lequel il ferait bon jeter la lumière.

C'est d'autant plus urgent qu'il s'agit d'une grande institution sociale semi-publique à caractère financier comptant 150 000 agents sous la tutelle du ministère mais gérée par des conseils d'administration, partagés pour moitié entre le CNPF et entre les divers syndicats pour l'autre moitié.

L'argent brassé qu'elle récupère en cotisations sur nos salaires et redistribue, est égal aux deux tiers du budget de l'Etat. La Sécurité sociale est donc une des premières puissances financières du pays et son argent intéresse beaucoup de monde.

Si la IVe République l'a fondée en 1946 dans le grand élan populaire et social de la Libération, il faut dire par la suite que la Ve République a solidement pris en mains ses caisses. Le rapport des forces y a donc énormément changé au détriment de la classe ouvrière et de ses organisations. Ceci explique qu'après le 10 mai, à l'intérieur des organismes, le CNPF, les dirigeants de FO, de la CGC, une fraction importante des directeurs et de l'encadrement supérieur s'organisent et ne perdent pas de temps. Ce « remue-ménage » s'opère bien entendu avec la bénédiction de la droite.

Tous ces grands bénéficiaires, défenseurs ou artisans de la période gaullio-giscardienne profitent d'une légalité à laquelle ils s'accrochent énergiquement : à savoir le décret du 12 mai 1960 qui a établi un « pouvoir personnel » des directeurs et les fameuses ordonnances de 1967 qui ont permis au CNPF de contrôler les conseils d'administration (ils ont acquis 50% des sièges alors qu'avant c'était les syndicats qui en avaient le plus).

Ces textes ont profondément imprimé à la Sécu la marque des monopoles capitalistes. Ils ont permis d'évincer de la gestion des caisses comme à la tête des conseils d'administration des gens, des groupes sociaux, des organisations qui furent à la fondation de la Sécurité sociale moderne en France.

Il s'agit en premier lieu de la classe ouvrière et de ses syndicats (d'abord la CGT puis le CFDT), de la mutualité, des artisans et petits patrons en tant qu'employeurs, des représentants des employés des caisses ainsi que ceux des professions médicales.

Ce pur état des monopoles qu'est la Ve République gaullienne a également ouvert en grand, dans le même temps, les directions des caisses et du ministère de tutelle (ces directeurs régionaux de la Sécurité sociale que l'on peut comparer à des préfets) à une pléiade de managers grands bureaucrates à l'allure de patrons du privé.

Au cours des années 60 et 70, les organismes de Sécurité sociale ont donc pris le même visage que l'appareil d'Etat de la Ve République. Ils se sont ainsi coulés en lui. La Sécurité sociale a alors pris totalement sa place de grand monopole d'Etat au même titre que ses aînées PTT ou SNCF. Centralisation, uniformisation, réorganisations, modernisations par informatique, rentabilité et efficacité de gestion, tutelle ministérielle furent les maîtres-mots de ces vingt dernières années. Bien sûr tout ceci se fit sous le rictus bienveillant de M. Ceyrac et de ses amis.

Ce sont les travailleurs, en tant qu'assurés sociaux et aussi en tant qu'employés de la Sécurité sociale, qui payèrent et continuent de payer le prix de cette politique qui s'est aggravée avec la crise ainsi que sous Giscard.

Actuellement des changements à la Sécurité sociale se heurtent à deux murs.

1) Le premier mur est constitué par la droite qui organise des troupes au sein des directions et de l'encadrement supérieur ainsi que chez les employés et les petits cadres par le biais de FO et de la CGC. Le CNPF est bien entendu directement partie prenante dans ce front anti-ouvrier et antigouvernement car il est spécialement bien placé au niveau des actuels conseils d'administra-

tion des caisses.

Les plus militants parmi ces hommes sont ouvertement engagés à droite comme l'ex-directeur de Marseille, mais il peuvent appartenir à d'autres franges anti-PCF et anticommunistes situées dans la mouvance PS-Centre gauche, comme le directeur de la Caisse primaire de la Haute-Vienne par exemple. Néanmoins ces hommes se battent tous sous la bannière du prétendu monde libre et contre le totalitarisme (sic).

2) Le deuxième mur contre lequel nous nous heurtons est celui de l'argent, c'est-à-dire le mur des lois économiques du système capitaliste. Ce mur constitue le refrain préféré de M. Gattaz qui appelle sans cesse le gouvernement au « réalisme économique » tout en agitant la dureté de la crise.

Le gouvernement a promis des réformes pour le bien-être des travailleurs et pour le progrès social. En conséquence, il est tenu d'effectuer une réforme profonde de la Sécurité sociale. Mais d'un autre côté, il entend respecter les grandes caractéris-

tiques économiques du marché capitaliste national et international actuel.

Il entend ne pas s'en prendre aux principes actuels de compétitivité, de rentabilité, d'accumulation des capitaux pour investir, d'aide de l'Etat aux patrons (subventions, baisses des charges sociales, commandes de l'Etat), de réduction du trop-plein de monnaie en circulation, etc...

Cette contradiction entre la volonté d'effectuer des réformes sociales et la volonté de respecter les règles capitalistes actuelles apparaît comme un frein, voire un détournement des possibilités immédiates de progrès sociaux significatifs en particulier à la Sécurité sociale.

Que faire alors à la Sécurité sociale, si l'on veut des changements porteurs de réels progrès sociaux ?

Il s'agit de lutter contre ces deux gros obstacles que forment la droite et la loi du profit maximum. Il en résulte donc une lutte politique et économique de classe avec quatre objectifs prioritaires pour les travailleurs.

— En premier lieu, il est nécessaire de battre les hommes de la droite au sein des caisses et de disloquer la « mutinerie contre Questiaux » que des directeurs commencent à organiser (l'affaire Lucet en aura été le révélateur).

Ce n'est pas seulement une affaire gouvernementale ou celle des états majors politiques et syndicaux. C'est une lutte qui concerne l'ensemble des travailleurs. Toute la lumière doit être faite sur les méthodes de gestion et les hommes qui dirigent la Sécu. actuellement. Les syndi-

cats ouvriers unis aux travailleurs de la Sécu. doivent et peuvent montrer à tous les assurés sociaux comment, par qui et pour qui a été géré leur argent.

— En second lieu et dans le même temps, les travailleurs doivent réclamer massivement l'abrogation immédiate par le gouvernement des décrets et ordonnances les plus antisociales et appuyer ce dernier dans cette démarche (les décrets du 10 mai 1960 et les ordonnances de 67, en particulier).

— En troisième lieu, il faut s'attaquer aux profits, faire payer les monopoles et les patrons fraudeurs (ceux qui refusent de payer leurs cotisations alors qu'ils en ont les moyens). Il est alors nécessaire de changer l'assiette des cotisations de Sécurité sociale. Une action massive des travailleurs s'impose donc pour faire payer les patrons solidairement, en fonction de leur chiffre d'affaires et de leurs profits réels et non sur la seule base de la quantité de salariés employés comme c'est le cas aujourd'hui. Un rapport de force suffisant peut seul garantir le succès de telles mesures économiques.

— En dernier lieu, il s'agit pour les travailleurs d'obtenir, toujours par l'action, des moyens de vérification, de contrôle ainsi que des possibilités d'intervention sur la gestion des caisses.

Nous avons ici à faire attention au piège des procédures et formules entraînant la classe ouvrière dans une sorte de co-gestion qui ne permettrait de remplacer une bureaucratie de droite que par une autre bureaucratie dite de gauche.

Correspondant Limoges

NATIONALISEES

THOMSON : C'EST MAL PARTI

Après la lettre que Dreyfus, ministre de l'Industrie, avait adressée à Gomez, le nouvel administrateur général de Thomson, on avait tout à craindre des premières positions qu'allait prendre ce dernier à la tête du groupe.

En effet, Dreyfus définissait ainsi sa mission : « Vous recherchez d'abord l'efficacité économique... ». Soit, mais comment ? « Les critères habituels de gestion des entreprises industrielles s'appliquent intégralement à votre groupe. » !! Même chose pour l'international : « Dans ce domaine également, les critères habituels de gestion et de concurrence des entreprises industrielles s'appliquent intégralement à votre groupe dans ces activités hors de France. » On le voit, pas question de rompre avec une gestion capitaliste ; au contraire, on continue les bonnes habitudes.

Du succès, ou non, de cette gestion dépendrait la création d'emplois. « En veillant à accroître le niveau de qualification, mais avec le souci d'organiser les relations du groupe avec les autres entreprises et les sous-traitants afin de préserver leurs iden-

tités et leurs capacités. » C'est suffisamment ambigu pour permettre toutes les interprétations possibles, mais une chose est sûre, on ne renonce pas à employer la sous-traitance.

Enfin, dans le domaine des droits et des statuts des travailleurs, il n'est question que de « nouvelles relations sociales », « d'initiative du dialogue », « d'efficace concertation », « de solidarité entre les hommes... » mais sur quelles bases, au bénéfice de qui ? Ne s'agit-il pas plutôt d'entraîner les organisations syndicales loin de la base, sur le terrain des discussions à froid, afin de réaliser le consensus nécessaire à la mise en place de la politique économique qui, telle qu'elle est définie, ne manquera pas d'avoir des conséquences néfastes pour les travailleurs ?

Fort de l'aval de Dreyfus, et vraisemblablement de ses convictions personnelles qui vont dans le même sens, Gomez, lors des premières rencontres avec les organisations syndicales de Thomson en a même rajouté, se plaçant d'entrée en opposition avec les intérêts des travailleurs :

— refus de réorienter les activités de Thomson vers le civil

(marchand de canon, ça rapporte !),

— refus de discuter sur la situation dans le téléphone et le médical et des mesures à envisager pour y préserver l'emploi,

— mise en avant des difficultés pour rééquilibrer les activités recherche-production, entre région parisienne et province. Mais quand il s'agissait de déséquilibrer, apparemment, il n'y en avait pas, de difficultés !

— pas question d'un statut unique pour tout Thomson, et il continue : les avantages sociaux seront fonction des bénéfices réalisés dans les différents secteurs !!!

— et enfin, le clou du spectacle. Lorsqu'on fait remarquer au sieur Gomez qu'en gardant les individus de la Haute direction (en particulier Bouyssonie), il tire un trait sur leurs agissements passés ; alors que le personnel subit encore les conséquences de leur politique, et, notamment dans le domaine des libertés syndicales, les deux délégués de Malakoff et celui de St-Egrève ; il répond que s'il avait été présent au moment où les faits reprochés à ces personnes se sont produits, les sanctions prises auraient été beaucoup plus graves ! (sans commentaires).

Ainsi, après une période d'incertitude, la situation se précise, et se précise dans un sens que, malheureusement, les travailleurs de la Thomson connaissent trop. La nationalisation prend des allures de déjà vu, et dès maintenant seul la mobilisation et l'action permettront qu'elle ne soit pas simplement le changement... d'exploiteur.

Correspondant

L'HUMANITE ROUGE

Fondateur : Jacques JURQUET.
Directeur politique : Pierre BURNAND.
Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.
Commission paritaire : N° 57952 — dépôt légal : 1^{er} trimestre 1982.
Téléphone : 16 (1) 893 87 16.
Adresse : Presse d'Aujourd'hui, BP 70 94220 Charenton.

Le temps est venu des automates et des industries de processus parmi lesquelles on peut déjà ranger la pétrochimie, la cimenterie, la production d'énergie nucléaire, une partie de la chimie, de la sidérurgie, de l'automobile. Le formidable bond technique que représente la robotique sonne-t-il le glas de la séparation travail manuel/travail intellectuel, comme l'affirment certains? Il est certain que l'introduction de complexes d'automates industriels, eux-mêmes contrôlés par ordinateur, va modifier considérablement la fonction et la place, la qualification des travailleurs dans l'entreprise.

Précipitée par la crise, l'automatisation entraîne un processus qualification/déqualification de la classe ouvrière. On voit s'opérer un nouveau découpage entre un noyau stable avec un statut de technicien et la grande masse, parmi laquelle les immigrés, repoussés à la périphérie des entreprises, affectés à la maintenance, l'entretien, sous l'égide d'entreprises sous-traitantes. Dans le même temps, toute une partie de la production, nécessitant encore de la main-d'œuvre, se verra rejetée vers des zones peu industrialisées de France ou du Tiers Monde : dimension Nord/Sud.

Prétexte à une attaque contre le statut de certaines catégories de travailleurs, la mise en place de ces technologies engendre de nouvelles divisions au sein de la classe ouvrière. Benjamin Coriat, professeur à l'Université de Paris VII et chercheur au Centre de recherche en Sciences sociales du Travail, a longuement enquêté sur la mise en place de ces nouvelles technologies. Il nous a autorisé à publier des extraits d'entretiens ou d'études qu'il a réalisés sur ce sujet.

OUVRIERS ET ROBOTS

Une importante nouveauté dont le développement a été favorisé par la crise est sans nul doute l'essor de l'automatisation ou, plus généralement, de ce qu'on peut appeler la nouvelle micro-électronique d'atelier. Dans les industries de séries, le nombre des robots ou automates en fonctionnement est encore réduit (quelques 20 000 dans le monde entier, dont 8 000 au Japon, 3 000 en Europe, l'importance du phénomène, pourtant, ne doit pas se mesurer à la seule aune de la quantité. Car, à travers les matériels nouveaux régulièrement mis sur le marché, une avancée qualitative est en cours.

CRISE ET AUTOMATISATION

Partout la sous-traitance industrielle contribue à évacuer de la grande usine métropolitaine une partie de ses ouvriers, les dispersant dans des entreprises de taille plus restreinte — plus « gouvernables », dit le jargon patronal — localisées dans des zones où la revendication et l'agitation ont moins de prise et où le risque de contagion est mieux circonscrit. Sensible en France, c'est en Italie que ce mouvement revêt une forme quasi-exemplaire. Là, la petite entreprise, revigorée par la crise, à la limite du légal et du clandestin, est couramment considérée comme la base du « second miracle italien ». Au Japon, des enquêtes récentes montrent que la sous-traitance industrielle poussée jusqu'à ses extrêmes limites — pratiquées en concomitance avec l'automatisation — doit être considérée comme une des clés essentielles de la poussée actuelle des produits nippons sur le marché mondial. Aux Etats-Unis où la crise fiscale vient s'ajouter aux effets désormais défavorables des localisations dans les grandes métropoles urbaines traditionnelles de l'Est, l'industrie cherche comme un nouveau souffle en se déplaçant, depuis quelques années déjà, vers le Sud ou l'Ouest, nouvelles frontières où le marché du travail est moins organisé, la tradition syndicale plus faible (quand elle existe), la législation du travail plus accueillante... Cela pour ne rien dire ici des déplacements Nord-Sud ou de la floraison des zones franches, qu'elles portent ou non titre et statut officiels...

REDÉCOUPAGE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Depuis longtemps, toutes ces industries se sont caractérisées par l'existence d'une double classe ouvrière. Et aujourd'hui, le développement en masse de la

sous-traitance, de l'intérim, du travail à temps déterminé sous différentes formes ne fait que donner plus d'éclat encore à cette évidence. D'un côté, on trouve une classe ouvrière « centrale » ou « stable » qui bénéficie d'un statut relativement garanti (emploi, carrière, mensualisation — réalisée dans ces industries souvent bien avant les réformes de 1971 —...). De l'autre côté, une classe ouvrière « périphérique » au statut non garanti, voire sans aucun statut, gonflant et se dégonflant avec les cycles, les conjonctures, les saisons... La classe ouvrière « stabilisée » est occupée pour l'essentiel à des tâches de conduite — réglage — guidage des automates. C'est donc elle qui est tenue responsable du bon déroulement du processus et qui doit faire face aux aléas. Elle est l'objet d'une politique très active de la part des directions visant à obtenir son acceptation et son identification aux normes et aux objectifs patronaux de production. Car outre le fait que c'est fondamentalement sur ces ouvriers que repose la production, ils possèdent une formidable capacité d'interruption ou de rupture du flux productif. Les directions entendent que ces ouvriers soient mis en relative confiance pour effectuer le travail précis et délicat qui leur est demandé. Voilà pourquoi à ces ouvriers sont en général consentis des avantages souvent réels par rapport à d'autres catégories d'ouvriers.

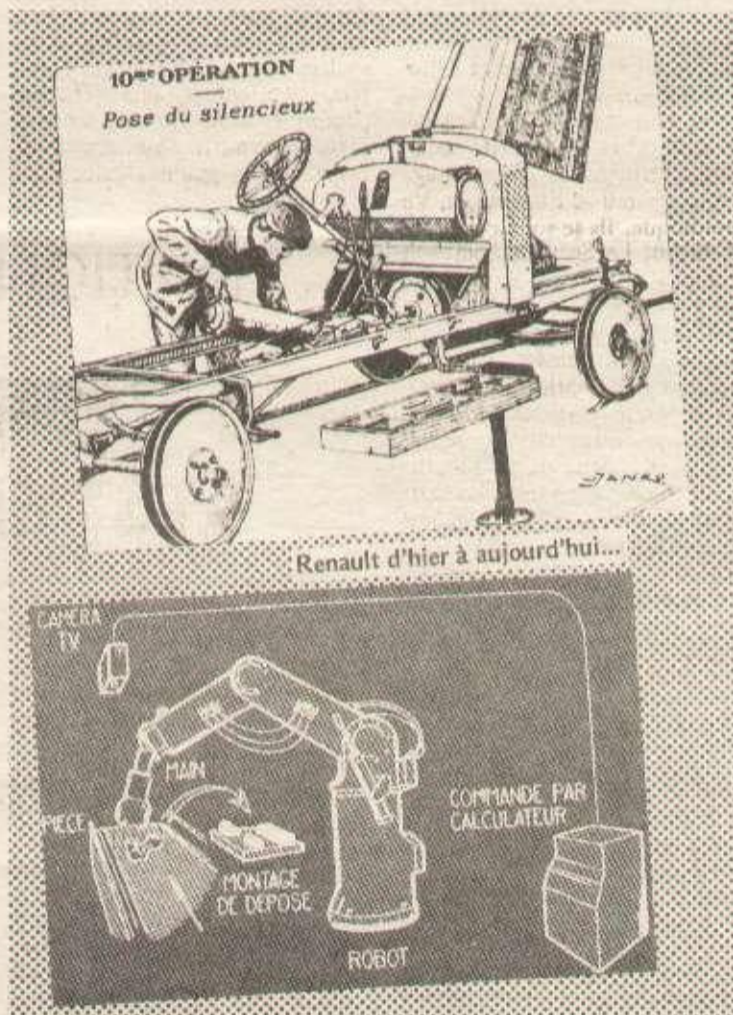
À côté de ce noyau « central », relativement « stabilisé », pour toutes les tâches moins « sensibles » mais plus pénibles, dangereuses et salissantes, (le nettoyage des cuves ou des structures, l'emballage, la maçonnerie, la manutention, etc...), on fait appel à une classe ouvrière sans statut pour des périodes ou des « missions » limitées. Cette classe ouvrière « périphérisée », « précarisée » ou instabilisée — ces différents termes n'indiquent qu'une nuance différente de la même réalité — est souvent très nombreuse (sur un site pétrochimique pendant les périodes d'entretien périodiques, elle peut être supérieure à l'effectif « stable »). Et même si les individus changent, elle est présente en permanence sur le site. Il est important de souligner, je crois, que dans les industries de processus cette division de la classe ouvrière en plusieurs composantes distinctes a toujours existé. Les années 1970 — et la volonté

des patrons d'embaucher en dehors des protections acquises par les luttes des années 1968, sanctionnées par différents accords —

n'ont fait qu'accentuer cette division et la rendre plus claire en multipliant le recours aux différentes formes d'emplois non garantis.

AUTOMATISATION ET SOUS-TRAITANCE

La politique de sous-traitance systématique qui existe en ce moment est une des techniques principales utilisées pour contourner ou annuler des avantages acquis par des années de luttes et de compromis, se heurte effectivement à certaines limites.



Renault d'hier à aujourd'hui...

Au départ cette politique est motivée par le double souci d'accroître la rentabilité et de contrôler sur la force de travail en multipliant les statuts et les catégories, en émiettant le collectif de travail. Mais sur ce point précis, de la sous-traitance, les directions d'entreprises se sont rendues compte qu'on ne pouvait aller trop loin sous peine de compromettre la marche des installations, le rendement, la sécurité. Sur le site pétrochimique de Pont-de-Claix, par exemple (Rhône-Poulenc), on revient un peu en arrière en ce qui concerne la politique de sous-traitance, notamment pour l'entretien. On s'est rendu compte que du fait

de la très grande interdépendance des unités et des structures, les réparations, les modifications, les mises au point, ne pouvaient être faites au coup par coup et confiées trop systématiquement à des équipes « extérieures » qui ne peuvent connaître et maîtriser ces interdépendances comme les connaissent et les maîtrisent les ouvriers permanents du site. Ainsi, les nouveaux embauchés dans cette usine sont presque tous des jeunes recrutés pour l'entretien et où ils sont formés pour assurer durablement une ossature stable.

Même s'il ne se heurte qu'à une résistance affaiblie — et c'est loin d'être le cas général — le patronat ne peut pas diviser à l'infini. Et ce, pour des raisons qui sont fondamentales. Quelque automatisé ou simplifié que soit le travail, le savoir ouvrier demeure la base d'appui sans laquelle la production est impossible. Là, finalement réside la force ouvrière, et l'espoir que l'on peut avoir. La conduite de la production exige une activité incessante de la subjectivité ouvrière.

Ceci constitue la base objective qui fait que l'usine demain, peut passer entre les mains des ouvriers.

Il est important, je crois, de le dire et de le répéter au moment où se développe cette formidable campagne sur la technologie, les

matés pourront être mis au point pour se substituer aux tâches de soudage, fraisage, tournage, ajustage... les ouvriers de métier et leur savoir (lequel est conventionnellement reconnu et garanti dans les systèmes de classification) risquent d'être comme marginalisés. Ils ne posséderont plus le même rapport de force qu'aujourd'hui. Or, et ce point est très important, ce type d'ouvrier constitue la base fondamentale du syndicalisme (CFDT aussi bien que CGT).

2) Dans le même temps, de nouveaux ensembles de savoir pratique vont naître et devenir une nécessité de la production. Les robots, les automates exigent des tâches de surveillance-contrôle qui sont liées comme dans les industries de processus à des connaissances de mécanique, régulation, électricité, électronique, etc... Et ici encore, sans une activité constante de l'ouvrier pour prévenir les aléas, opérer les ajustements incessants qui sont nécessaires, assurer la continuité du flux productif, sans cette présence et cette subjectivité ouvrière, rien ne fonctionnerait.

En ce sens, il va se produire un grand réaménagement dans les savoirs nécessaires et requis et donc aussi un grand réaménagement dans les rapports de force entre direction et ouvriers, et au sein des différentes catégories ouvrières. Cette « fluidité » ouvre, si on sait la comprendre, une marge de manœuvre importante pour agir et faire en sorte que les nouveaux systèmes de distribution des tâches et des classifications qui vont en résulter puissent renforcer les positions devenus stratégiques dans la nouvelle organisation de la production. Tout va dépendre des rapports de force qui pourront être constitués. Mais hier comme aujourd'hui, la classe ouvrière continue d'occuper une position irremplaçable. Il faut bien le réaliser, la culture technique ouvrière — dans des sociétés comme les nôtres — est le résultat de siècles d'intelligence déployée dans la résistance au capital. C'est une formidable réserve stratégique qui peut — si les conditions sont réunies — s'affirmer positivement dans des formes différentes et nouvelles de conduite de la production et d'organisation du travail.

Il y a quelques années (c'était en 1974) à Pont-de-Claix, les ouvriers avaient fait une grève de plusieurs semaines sous forme de diminution des débits de production. (Pratiquement, ils ont fait tourner l'usine à 50%). Avec l'aide des techniciens grévistes, il leur a fallu revoir toutes les mises au point, tenir compte de toutes les interdépendances entre structure (le long en particulier de ce qu'ils appellent la « chaîne chlore ») pour produire à un rythme et suivant des modalités ne correspondant pas aux marches « normales » pour lesquelles ces appareils étaient conçus. Les grévistes ont réalisé à cette occasion de véritables prouesses techniques, faisant une démonstration éclatante du fait qu'ils pouvaient à eux seuls faire tourner l'installation dans des conditions bien plus difficiles que celles de la marche « normale ». De ce point de vue, la démonstration de cette capacité technique ouvrière, il y a eu beaucoup plus de Lip qu'on ne croit.

ROBOTIQUE ET SAVOIR OUVRIER

Les effets de l'automatisation sont, dans les industries, très différenciés. En gros, on peut dire :

1) qu'un certain nombre de métiers classiques sont bel et bien atteints et risquent non de disparaître, ce que je ne pense pas — du moins être sérieusement entamés. Au fur et à mesure que des robots ou des auto-

CORÉE DU NORD COMMENT SORTIR DU SOUS-DEVELOPPEMENT

«Le 10 mai a ouvert des perspectives nouvelles à la reconnaissance de la République populaire et démocratique de Corée par notre pays» : c'est en ces termes que le secrétaire général de l'Association d'amitié franco-coréenne, Jacques Salvador, a ouvert la soirée d'amitié avec le peuple coréen, organisée le 24 mars dernier.

Puis le professeur Suret-Canale, agrégé de l'Université, a contribué à lever quelques-unes de nos ignorances sur ce pays si peu connu en Occident.

Isolée au milieu de grandes puissances (Japon, Chine, Mongolie), la Corée a toujours eu à batailler pour défendre son indépendance. Pendant la première moitié de ce siècle, elle fut réduite à l'état de colonie par le Japon.

C'est le dirigeant communiste Kim Il Sung qui a dirigé le peuple dans la lutte de résistance antijaponaise. A la fin de la deuxième guerre mondiale, la Corée avait recouvré son indépendance sur la moitié nord du pays. Mais, tandis que l'Armée rouge soviétique évacue le Nord, les USA maintiennent leurs troupes d'occupation au Sud, puis ils violent l'engagement interalliés en mettant en place au Sud un gouvernement qui prétend régir l'ensemble du pays. Pour riposter à cette mesure, le 9 septembre 1948, Kim Il Sung fonde, au Nord, la République populaire et démocratique de Corée.

De 1950 à 1953, c'est la guerre de Corée. Le Nord reçoit l'appui de tous ceux, peuples et pays, qui veulent sauvegarder la paix mondiale menacée (1). Les USA n'arrivent pas à étendre leur domination sur le Nord du pays.

RÉÉQUILIBRER L'ÉCONOMIE

Commence ensuite la période de reconstruction. Les bombardements américains ont tout détruit.

Le problème économique essentiel est de rééquilibrer l'économie, dont toutes les structures et les productions sont marquées par la dépendance coloniale. Il faut en particulier rééquilibrer l'agriculture pour assurer l'auto-suffisance alimentaire du peuple. Il faut aussi doter le pays d'un système industriel complet allant de la production de matières premières aux produits élaborés, en passant par la production des moyens de production, nécessaires pour assurer l'indépendance économique du pays.

Or, il n'a fallu que quelques dizaines d'années pour réaliser cette œuvre sur laquelle butent tant de pays du Tiers Monde.

Et pourtant, la Corée revient de très loin. Comme tant d'autres colonies, elle avait été réduite à l'état de fournisseur de matières premières pour le Japon. Et bien que riche en ressources minérales (fer, charbon, pétrole), elle était sur le plan agricole très défavorisée par rapport

au Sud, à cause du peu de terres arables.

Aujourd'hui, la Corée du Nord assure à son peuple un niveau de vie décent sans inégalités criantes, la sécurité de l'emploi, la médecine gratuite; l'impôt a été supprimé; l'enseignement y est généralisé de la petite enfance à la fin du secondaire; l'enseignement supérieur est en voie de généralisation.

La Corée jouit aussi d'une grande autorité internationale parmi le Tiers Monde et en particulier parmi les pays non-alignés dont elle est membre. (2)

En 30 ans, la Corée du Nord a donc résolu les problèmes économiques et sociaux du sous-développement. Politiquement et économiquement indépendante, elle est en passe de devenir un pays développé.

Cette réussite est basée sur la doctrine du «Djoutché» qui signifie : être son propre maître. Pas de servilité à l'égard de l'étranger ni à l'égard des grands. Sur le plan économique, cette doctrine a conduit à édifier les secteurs-clés garantissant l'indépendance du pays (industrie lourde et mécanique) sans pour autant négliger l'industrie de consommation et l'agriculture. (3)

Aujourd'hui 15% des terres arables assurent l'autosuffisance alimentaire, avec un surplus exportable. La ration de riz par habitant y est le double de celle de la Corée du Sud (dont on nous vante tant le «miracle» économique en Occident). Le recours aux importations reste limité sur le plan industriel et les ressources minérales pourvoient à l'essentiel de l'équipement industriel du pays.

Il faut souligner que cette réussite a été accomplie sans le «bénéfice» de l'arrière-cour néo-coloniale dont disposent les pays capitalistes développés. (4)

RÉUNIFIER LE PAYS

Enfin, le professeur Suret-Canale aborda la question qui tient tant à cœur des Coréens, qu'ils soient au Nord ou au Sud : le douloureux problème de la division du pays en deux. Depuis 48, Kim Il Sung n'a cessé de multiplier les initiatives pour la réunification.

Au début des années 70, les dirigeants du Sud ont fini par accepter d'engager le dialogue avec le Nord sur ce thème mais les choses n'allèrent pas plus loin.

Au VI^e Congrès du Parti du Travail, Kim Il Sung fit de nouvelles propositions, tenant compte de la crainte du Sud d'être absorbé par le Nord. Il proposa l'établissement d'une République confédérale démocratique de Koryo, réunissant sur un pied d'égalité les deux partis en un Etat neutre, dégagé de toute alliance militaire avec l'étranger. De leur côté, les dirigeants du Sud ont fait des propositions. Le seul problème, c'est qu'elles passent sous silence l'évacuation des troupes étran-

gères et le rétablissement des libertés démocratiques, dont les massacres de Kwangju en 1980 ont montré le peu de cas qui en était fait au Sud.

En conclusion, appel fut lancé pour que la France dépasse l'héritage de la guerre froide qui se solde par l'absence de relations diplomatiques normales avec la Corée du Nord. (Rappelons que 107 nations sur environ 155, reconnaissent la République populaire et démocratique de Corée).

Espérons qu'il sera mis fin au plus tôt à cette anomalie.

Claude LIRIA

NOTES DE LA RÉDACTION

(1) La Chine a contribué pour sa part en envoyant des troupes combattre aux côtés du peuple coréen.

(2) La politique internationale de la Corée du Nord se caractérise par un soutien à la thèse du non-alignement et par un refus de toute domination, d'où qu'elle vienne, américaine ou soviétique.

(3) Dès 1956, le Parti du Travail de Corée critiquait la thèse soviétique de la «division internationale socialiste du travail» comme une entrave à l'indépendance économique des pays socialistes. Contrairement au Vietnam, à Cuba et aux autres pays de l'Est, la Corée a préféré la voie du développement autocentré. Les résultats sont là !

(4) On aurait aimé voir abordé une dernière question : celle des droits démocratiques en Corée du Nord, comment sont réglées les contradictions entre l'Etat et le peuple, quelles sont les spécificités du Parti du Travail de Corée, quel type de gestion est mis en œuvre, etc...

(5) En juillet et octobre 1981, Jacques Jurquet, secrétaire politique et responsable de la section internationale du PCML, adressait au ministère des Relations extérieures du nouveau gouvernement une requête soulignant «l'urgence de la reconnaissance réciproque entre les deux Etats, français et coréen, par l'établissement de relations diplomatiques».



Troupes d'occupation israéliennes en Cisjordanie.

CISJORDANIE

LE PEUPLE PALESTINIEN RESISTE

La Journée de la Terre, le 30 mars, a été une nouvelle étape de la résistance des Palestiniens vivant sous occupation israélienne. Cette journée de grève commémore les victimes des manifestations qui avaient eu lieu en 1976 contre des expropriations de terres effectuées en Galilée par le gouvernement israélien. Cette année, cette journée a été marquée par la solidarité avec la résistance de la population de Cisjordanie. La répression israélienne s'y poursuit afin d'imposer la dissolution des municipalités de Naplouse et El Bireh. Sept jeunes Palestiniens

ont été tués et de nombreux autres blessés par balles. Elues en 1976, les municipalités exprimaient l'attachement de la population palestinienne à l'OLP. Pour tenter de les liquider, les gouvernements israéliens successifs ont mis sur pieds des «ligues de village», constituées de quelques notables arabes prêts à collaborer avec l'occupant. Des prisonniers palestiniens de droit commun leur avaient été fournis comme gardes du corps. Le gouvernement israélien avait donné à ces ligues des fonctions obligeant les Palestiniens à passer par elles. C'est ainsi que pour pouvoir se déplacer, il fallait leur en demander l'autorisation. Ces notables se réclamaient du roi Hussein de Jordanie. Lorsque la Jordanie a condamné à mort ceux qui collaboraient avec les ligues, la moitié de leurs membres ont démissionné. Cette tactique recherchant des collaborateurs a donc échoué. En mai 80, des maires palestiniens avaient été expulsés. Puis maintenant, les conseils municipaux sont dissous. Le but est de pouvoir ainsi imposer par la force la solution d'«autonomie», c'est-à-dire de maintien de l'occupation israélienne, prévue par les accords de Camp David, à laquelle le peuple palestinien est opposé.

La politique d'annexion du gouvernement israélien rencontre non seulement la résistance de la population palestinienne des territoires occupés mais aussi celle d'Israéliens; c'est ainsi que 20 000 personnes viennent de manifester contre la politique criminelle de Begin.

Un million pour la résistance salvadorienne

C'est pour continuer la lutte et la mener jusqu'à la victoire que le FMLN-FDR (Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire) doit répondre aux besoins les plus élémentaires des combattants et de la population civile. Nous engageons donc une campagne financière, centrée sur trois axes fondamentaux :

- Campagne contre la malnutrition permettant d'assurer une ration minimale des principaux aliments, haricot, maïs, riz.

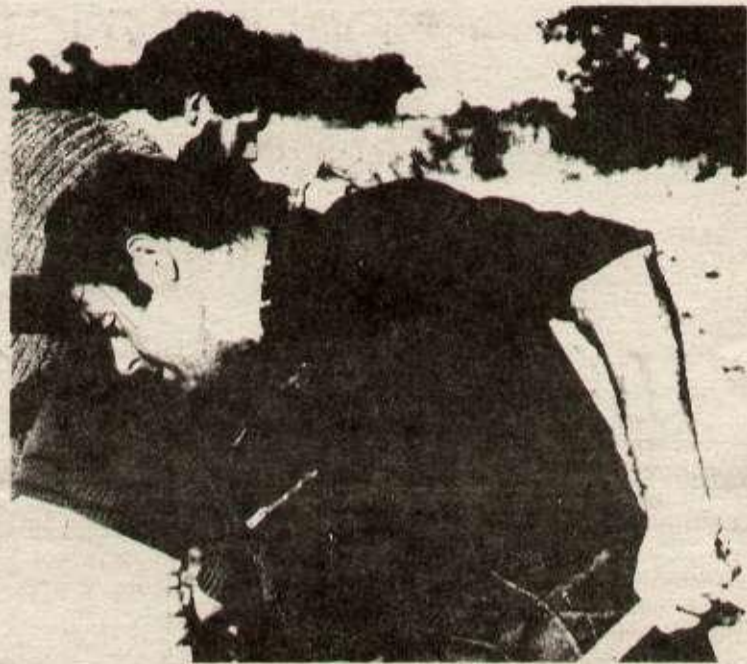
- Campagne pour la santé permettant de couvrir les besoins préventifs (vaccination anti-tétanique, assainissement de l'eau, apports complémentaires en vitamines, etc...) et curatifs (traitements anti-infectieux, antiparasitaires, et traitements contre la déshydratation provoquée par les gaz toxiques).

- Campagne pour l'équipement et l'alphabétisation permettant la fourniture de vêtements pour la population civile, des bottes pour les combattants, ainsi que le matériel nécessaire à l'alphabétisation et à la diffusion de l'information culturelle et politique.

Nous vous appelons à soutenir la lutte du peuple salvadorien, en participant à la campagne : **Un million pour le peuple salvadorien** en versant vos dons au compte de la campagne : BICS N° 4043008640. Chèques libellés à «un million pour le Salvador». Adresse : Comité de solidarité avec le peuple salvadorien. 68, rue de Babylone, 75007. Paris.

IMPERIALISME

«Paysans de France ou du Tiers Monde, nous sommes victimes de la même chaîne de profit»



«Ce qui fonde aujourd'hui notre solidarité avec les paysans pauvres du Tiers Monde, ce n'est pas la compassion, le "devoir de charité". C'est la conscience : — de se plier aux mêmes dépendances et de subir les mêmes exploitations, même si c'est mille fois plus violent là-bas ; — d'affronter les mêmes intérêts et les mêmes pouvoirs, que ce soient ceux des grands propriétaires terriens ou ceux des firmes agro-alimentaires ; — de refuser le même modèle de développement. C'est aussi et surtout la certitude de partager avec les paysans pauvres du Tiers Monde la même conviction qu'une autre agriculture est possible pour satisfaire aux besoins alimentaires — en qualité comme en quantité — de tous les hommes de la planète.»

Telle est la conclusion de l'éditorial, publié en décembre dernier, dans le journal de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (CNSTP), regroupant des petits et moyens paysans français. Dépassant ainsi la conception strictement «tiermondiste» de la solidarité avec le Tiers Monde, la CNSTP s'interroge sur les raisons profondes qui doivent pousser les petits et moyens paysans à lutter, eux-aussi, à l'autre bout de la chaîne, contre le système impérialiste. Ce qui n'est évidemment pas le cas des gros producteurs, qui eux ont intérêt à la perpétuation de ce système.

Nous avons rencontré quelques paysans de la CNSTP qui nous expliquent ici, concrètement, les liens qui les unissent au Tiers Monde.

● La CNSTP est une organisation syndicale de petits et moyens paysans. C'est aussi une organisation qui réfléchit aux liens unissant les paysans français aux paysans du Tiers Monde. Le fait est assez rare pour mériter qu'on s'y arrête. Quelle a été la démarche qui vous a amenés à la prise de conscience des intérêts communs vous unissant à la paysannerie pauvre du Tiers Monde ?

Au départ de notre démarche, il y a eu la nécessité de comprendre pourquoi notre situation à nous, petits et moyens paysans français, allait en se dégradant. On a donc remonté la chaîne et on s'est rendu compte que nous étions, comme les paysans du Tiers Monde à l'autre bout, victimes du même système dominé par les firmes multinationales, plus particulièrement les firmes de l'agro-alimentaire dans notre cas.

Prenons l'exemple du manioc. Ce sont les paysans thaïlandais qui le cultivent depuis quelques années. Mais, après 2 ou 3 ans de cette culture, c'est le désert qui vient derrière. Les paysans déboisent pour remplacer la forêt par le manioc qui épuise rapidement les terres. Les intermédiaires leur payent leur production à bas prix. Puis le manioc est lavé et transformé en poudre par les industries. Il est transporté par bateaux et il vient engraisser les porcs de chez nous, entre autres. Le problème, c'est que ce sont les firmes agro-alimentaires qui fixent les prix. A nous, elles nous le vendent à un prix un tout petit peu inférieur au prix d'autres produits, ce qui fait qu'on est obligé d'acheter du manioc pour survivre. Mais les firmes, elles, réalisent des superprofits. Tout le problème est là. Parce que nous, on devient complètement ligoté par ces firmes qui nous imposent tout : les prix, les produits d'élevage qu'elles nous vendent, les produits pharmaceutiques, etc...

● Comment vous situez-vous face à la mondialisation croissante des échanges ?

Nous, on se situe en tant que travailleurs. C'est très important. Pour nous, tous les travailleurs sont à prendre en compte, même les travailleurs de l'industrie agro-alimentaire, même les travailleurs du Tiers Monde qui nous fournissent certaines matières premières. Et on sait qu'eux, ils sont sous-rémunérés, que les firmes multinationales font des profits maximum sur ce qu'elles leur achètent, qu'elles nous revendent ces produits et qu'ensuite elles font encore du profit sur nos productions qui découlent de tout ça.

Pour nous, la meilleure façon de nous en sortir matériellement, c'est encore de briser cette espèce de chaîne, que certains appellent une chaîne de «solidarité», alors que, pour nous, c'est une chaîne de profit, qui se fait au détriment de tous les travailleurs, qu'ils soient à un bout ou à l'autre, qu'ils soient de France ou d'ailleurs.

C'est là que le Tiers Monde entre en ligne de compte, puisque lui-aussi il est victime comme nous de ce système qui l'amène à abandonner ses cultures vivrières au profit des cultures d'exportation.

● Mais si on regarde les choses rapidement, ne peut-on pas dire que les paysans français ont intérêt à ce que les paysans thaïlandais continuent à faire du manioc puisqu'il vous est vendu un peu moins cher que les céréales ?

Les cours sont maintenus artificiellement par les firmes qui décident des prix et de la quantité d'importation. Ce ne sont pas les petits ou moyens paysans français qui ont intérêt à acheter du manioc. Mais les firmes font baisser les cours à tel point que le paysan n'aura pas d'autre choix que d'incorporer du manioc pour ses porcs. S'il fait des

céréales, il ne pourra que se casser la gueule. Parce que le paiement de notre travail lorsqu'on produit est devenu ridicule. Pour les productions hors-sol, ça va de 2 à 4% ; pour le lait, ça va de 7 à

10%. Il suffit donc du moindre grain de sable pour qu'on se casse la gueule.

Avec le manioc, qui nous revient un peu moins cher que les céréales, on peut élever nos revenus de 1 ou 2%. C'est très peu, surtout si on met en balance tous les désavantages de notre intégration. Par contre, pour un gros producteur, c'est sûr que le manioc lui permet d'accroître ses revenus de manière beaucoup plus importante. C'est tout le problème des augmentations au pourcentage.

● Comment rompre avec cette chaîne ?

Nous sommes, par exemple,

pour la taxation du soja, et même pour le boycott de ces productions. Ça va dans le sens de nos intérêts, mais aussi dans l'intérêt des paysans du Tiers Monde qui ont dû abandonner leurs cultures vivrières pour faire du soja.

Si on brise la chaîne des multinationales, le paysan du Tiers Monde ne serait plus obligé de faire des produits d'exportation ; ses terres ne seraient plus utilisées à cette fin-là et elles pourraient l'être au bénéfice des cultures vivrières. Le Tiers Monde n'aurait plus non plus tous ces problèmes de devises qui les amènent à exporter de plus en plus pour pouvoir acheter.

SOJA : des cochons en profitent

Lorient, premier port de Bretagne : les navires en provenance des USA et du Brésil déchargent régulièrement leur cargaison de soja et de manioc à présent nécessaires à l'alimentation de l'élevage de la région, en particulier des porcs, 50% des porcs français sont produits en Bretagne. « Les porcs près des ports » : tel est le slogan d'un modèle de développement fondé sur le principe de la concentration.

Concentration de l'alimentation : autrefois nourris en petit nombre avec les sous produits de la ferme, les porcs aujourd'hui sont engraisés par bandes de plusieurs centaines, nourris à base d'aliments composés essentiellement de céréales et de tourteaux, de soja notamment.

Concentration des unités de production : plus les unités d'élevage sont grosses et regroupées, plus les coûts de production et de transport des aliments sont limités et plus c'est rentable. Ce sont les Hollandais qui ont mis le système au point ; on a fait croire aux petits paysans bretons qu'ils pourraient en faire autant. Hélas, tous n'habitent pas près d'un grand port et le franc n'est pas aussi solide que le florin : le soja n'est donc pas aussi avantageux pour eux que pour leurs concurrents hollandais.

Les grands abattoirs et les firmes d'aliments pour bétail se lèchent les babines : grâce aux contrats d'intégration, ils ligotent les éleveurs, ils réalisent sans risques des superprofits.

Ca ne paye pas :

Ni pour tous les petits producteurs qui n'ont pu se moderniser, dont les élevages traditionnels ont fait faillite et qui sont venus grossir le flot des chômeurs. On estime que 50% des exploitations bretonnes de subsistance à faible revenu sont condamnées à disparaître avec la génération présente.

Ni pour les éleveurs qui n'ont pu tenir le coup qu'en s'endettant et en s'intégrant et qui triment aujourd'hui pour survivre.

Ni pour les consommateurs qui voient la qualité de la viande qu'ils achètent se dégrader.

Ni pour les petits paysans du Brésil payés avec des salaires de misère pour cultiver du soja et nourrir nos cochons au lieu de produire les céréales et les haricots qui sont la base de leur alimentation.

Sauf pour les firmes...

En revanche, les firmes pharmaceutiques se frottent les mains : la concentration des élevages fait que l'état sanitaire du cheptel s'est profondément dégradé ; l'éleveur utilise de plus en plus de médicaments en particulier d'antibiotiques.

Quant aux grandes multinationales qui contrôlent le négoce du soja, elles ronronnent de contentement : l'exploitation des ouvriers agricoles du Tiers Monde et les dispositions douanières de la CEE leur permettent d'obtenir à bas prix des produits dont les débouchés sont assurés puisque maintenant le soja, on ne peut plus s'en passer.

Le revers de cette médaille, c'est la dépendance et la fragilité.

L'éleveur intensif est à la merci des spéculateurs qui jonglent avec les cours du soja à la Bourse de Chicago : une hausse brutale... et c'est la faillite. Il est aussi tributaire des aléas de la politique internationale : les tourteaux proviennent de pays dont la stabilité politique est toute relative. Il est aussi de plus en plus l'otage des multinationales de l'agro-alimentaire qui sont bien sûr favorables à la généralisation d'un modèle unique d'alimentation animale à base de maïs et de tourteaux.

Pourtant la France serait en mesure d'intensifier sa production fourragère, les solutions techniques existent. Elle pourrait également réorienter vers la consommation intérieure les quelques 230 000 tonnes de tourteaux qu'elle exporte vers la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. A ce niveau les obstacles sont essentiellement politiques. C'est toute la politique agricole commune qui est en jeu. Et Bruxelles, c'est bien loin... du Brésil.

article paru en décembre 81 dans Vent d'Ouest, journal des Paysans-travailleurs. Dorénavant, le nouveau journal de la CNSTP s'appelle Travailleurs-paysans, on peut s'abonner en écrivant au 36, rue de la Croix-Nivert - 75015 Paris.



LA GUERRE DU FEU

Interview du réalisateur J.J. Annaud

« Les Oulhmar fuyaient dans la nuit épouvantable. Fous de souffrance et de fatigue, tout leur semblait vain : le feu était mort. » Ainsi commence « La Guerre du feu » de Rosny-ainé dont s'est inspiré Jean-Jacques Annaud pour le film du même nom. 12 millions de dollars de budget, 180 pièces de perruques, 220 pièces de masques, 40 dentiers, 40 faux pieds, 1 million d'entrées en région parisienne, 2 Césars : le film des records ? Mieux que ça, un film historique étonnamment moderne, des hommes préhistoriques à la fois très différents et très proches de nous, une œuvre à la fois rigoureuse et pleine d'humour. Au cœur de ce film, J-J Annaud a placé l'espoir dans l'aventure humaine, sa foi dans la lutte collective pour s'affranchir de la nature, son émerveillement devant la diversité et la richesse des civilisations. Il nous a parlé de son film.

Propos recueillis par Léon CLADEL

■ Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour reconstituer de façon véridique cette chaîne historique ?

Vouloir tourner un film de 12 milliards de centimes, sans vedette connue, sans dialogues, avec beaucoup de maquillages... on m'a pris pour un cinglé... C'est pourtant souvent ainsi que commencent les plus belles aventures du cinéma. Gérard Brach était emballé. On a fait un travail de documentation sur les tribus indiennes du Venezuela, sur leur gestuelle proche de celle des primates. On s'aperçoit en fait que la gestuelle est très culturelle. Dès qu'on se retire chez soi, on se touche les pieds, on se laisse un peu aller. La gestuelle est sociale et arbitraire. J'ai voulu nettoyer la gestuelle apprise pour retrouver la gestuelle fonctionnelle. Je me suis beaucoup inspiré de la gestuelle du Japon — je ne parle pas de celle des hommes d'affaires — et particulièrement, des attitudes dans le film « Derzou Ouzala ». Si l'on y réfléchit bien, la façon de marcher, de se comporter, n'a pas beaucoup évolué.

J'ai été très aidé par des spécialistes. J'ai regardé la collection des bons auteurs français : Leroi Gourhan, mais aussi Desmond Morris et Konrad Lorenz, sur le comportement animal. J'ai lu les textes du biologiste Jean Rostand. J'ai relu Darwin.

■ A quelle époque avez-vous situé l'action ?

Au niveau de la science préhistorique, j'ai essayé de mettre deux sous-espèces en présence : le Néandertalien et l'Homo Sapiens qui ont coexisté il y

70 000 ans. Il devait y avoir au sein de chacune de ces sous-espèces des nuances très prononcées. J'ai été particulièrement intéressé de placer l'histoire à ce moment-là, car je suis fasciné par la diversité humaine et par le fait de savoir qu'à notre époque vivent encore des Inuits, des Kayaks qui emmitoufflés dans des peaux d'animaux bravent la tempête.

■ Vous montrez bien dans votre film que l'univers mental de ces hommes s'enrichit au fur et à mesure qu'ils acquièrent une plus grande maîtrise de la nature...

La relation avec l'univers est différente à partir du moment où l'homme s'émancipe du règne animal et de la domination totale par la nature et qu'il se place au poste de commandement. C'est ce procédé qui engendre la religion et la magie. Bachelard l'a expliqué dans la « psychanalyse du feu ». L'homme fabrique des choses comparables à la nature. Le travail n'est pas quelque chose à part de la civilisation. Il change la perception que l'on a de soi-même.

Dans le groupe le plus avancé, la civilisation risque de se transformer rapidement en faiblesse pour lui. Car son niveau de développement risque de l'entraîner vers la paresse. Mon film est un peu un hommage à l'effort. L'homme se donne du mal pour changer et pour se changer lui-même. Cette tribu plus développée est très influençable de l'extérieur, elle souhaite s'enrichir des différences des autres. Mais elle risque peut-être d'être trop ou-

verte et de se satisfaire de l'état où elle se trouve. Dans cette tribu, les gens se maquillent. Mais l'art a toujours sa contrepartie. La décoration de son propre corps, marque la possibilité de changer son propre destin, de s'exprimer. Ce goût artistique et ce souci esthétique louable prennent une énergie pour des tâches, appelons-les, subalternes...

■ La femme joue un rôle de premier plan dans cette quête du feu...

Il y a deux thèmes dans mon film au niveau du progrès et du développement. Premièrement, que la confrontation et l'échange entre les civilisations est source de progrès et que la femme est, elle-même, source de progrès. Dans nos vies d'hommes, on est toujours changé par les femmes.

Le progrès passe par les voyages, mais aussi par les contacts. Il n'y a pas de sous-hommes mais des méthodes de vie différentes.

Le personnage très négatif de Rahan ne fait pas partie de ce que je souhaitais faire.

Je ne porte aucun jugement de valeur sur les civilisations. J'ai fait des séjours en Afrique... Je ne pense pas qu'il y ait une civilisation meilleure qu'une autre...

■ Après « La victoire en chantant » et « Coup de tête », il semble que vous ayez changé de genre ?

Il n'y a pas de rupture par rapport au film « La victoire en chantant » que j'avais situé en Afrique au moment de la guerre de 14. Aujourd'hui, dans

« La guerre du feu », c'est toujours la passion de l'homme qui est montrée. Lors de mon séjour en Afrique pour la coopération, j'ai été frappé par le fait que les Africains étaient différents de moi tout en étant complètement semblables. C'est de cette similarité que j'avais envie de parler. S'il y a une rupture, c'est uniquement au niveau du développement matériel. Je suis fou de la diversité des hommes et très curieux de leurs civilisations. En Dordogne, on a découvert les restes de l'homme de Néandertal avec des membres un peu longs, et dans une caverne à côté un Homo Sapiens. Que le public d'aujourd'hui s'identifie avec ces proto-humains, c'est extraordinaire ! Il y avait un grand risque qu'on refuse l'identification avec ces personnages si différents et si proches de nous.

■ Vous mettez bien en évidence le caractère social du développement de la connaissance...

C'est pour cela que j'ai toujours eu envie de parler du feu. C'est un sujet qui me passionne, il se trouve à l'origine d'un habitat stable et régulier car difficile à transporter... le feu doit être gardé quelque part. On est amené à diviser le groupe en deux parties : les sédentaires qui gardent le feu et ceux qui se livrent à la cueillette et à la chasse. Cette différenciation entraîne le développement du langage pour communiquer et échanger les expériences qu'on n'a pas eues ensemble. Le feu est un moyen de réunion. On s'assoit autour du feu, il devient le centre de la vie, le lieu où

pour moi que de m'interroger sur l'aventure humaine : ce formidable souci de comprendre, cette magnifique volonté de changer. Je ne juge pas la qualité de ce qui s'est passé. Nous faisons partie d'une espèce extraordinaire. Le film montre que les protohumains se sont battus, qu'ils ont espéré et qu'ils ont réussi. J'ai voulu montrer en quoi les Néandertaliens étaient à la fois loin et proches de nous.

DEMAIN LA GUERRE ?

Association française de recherches sur la paix (Editions Ouvrières. 248 pages. 64,00 Frs)

Regroupant de nombreuses interventions faites lors d'un colloque de l'ARESIPA, ce livre fournit de nombreuses informations sur les forces en présence, des analyses sur l'enjeu que représente l'Europe et situe le danger de guerre dans le cadre de la crise économique internationale. Peut servir de documentation de base pour des activités sur la paix et le désarmement.

PREMIERE FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE NOIR RADICAL ET DU TIERS MONDE

Si à l'occasion du procès de Le Roi Jones s'était constitué un syndicat des écrivains noirs et une maison d'édition, trois éditeurs noirs d'Angleterre organisent début avril une Foire du livre consacrée à la production littéraire des écrivains noirs de tous pays. En dehors de la présentation d'ouvrages, des rencontres permettront d'aborder les problèmes de création, d'édition, de distribution.

De nombreuses manifestations culturelles, théâtre, concerts, films... auront également lieu. La tenue de cette Foire du livre, à Londres, est un événement et a une signification importante dans le contexte de la montée du racisme en Angleterre.

LEÇONS DE SOLIDARITÉ

C'est le titre que les sections syndicales CGT et CFDT du Centre Beaubourg ont donné à l'exposition qu'elles ont réalisée et qu'elles présentent jusqu'au 26 avril.

Un important travail de recherche de documents a été effectué et à travers de très nombreuses photographies, le visiteur découvre certaines pages de l'histoire de la Pologne de 1956 à décembre 81. En liaison avec le Comité solidarité avec Solidarnosc, de nombreux tracts, des publications, des affiches... ont pu être réunis. Si l'exposition est très bien présentée, il est toutefois dommage que ses réalisateurs ne se soient pas rendus compte, du moins espérons-le, qu'ils laissent entendre aux visiteurs que le socialisme ne peut être autre chose que la répression du peuple.

A quand donc une exposition sur le fascisme en Turquie au Centre Beaubourg, ou ailleurs, car bien peu de voix s'élèvent contre cette dictature.

ETRE UN ARABE EN ISRAEL

F. Al-Asmar (Casterman. 230 pages. 59,00 Frs)

Témoignage remarquable que celui de l'auteur dont la ville fut occupée par l'armée israélienne en 1948 et dont la famille refusa l'exil. Il nous fait partager sa vie et celle des Arabes de « l'intérieur », son itinéraire militant et ses rapports avec des Juifs antisémites. Une des milliers de voix arabes que Mitterrand n'a pas entendues lors de son voyage en Israël.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

M. Barbier (L'Harmattan. 418 pages. 130,00 Frs)

Cet ouvrage très complet sur ce conflit qui dure depuis 1975, et dont on parle peu en dehors de périodes d'engagements militaires importants, part de l'époque de la colonisation jusqu'à l'éclatement du conflit en présentant les enjeux locaux et internationaux.

LE CHANT D'AGAPITO ROBLES

M. Scorza (Belfond. 250 pages. 75,00 Frs)

Ce grand écrivain sud-américain, auteur de « Roulements de tambours pour Rancas », du « Cavalier insomniaque »... dépeint à nouveau la vie et la révolte des paysans contre les grands propriétaires fonciers. Si ce thème est commun aux romans de Scorza, chacun a un souffle particulier, chargé d'émotion et imprégné de culture populaire.

Robert VALLOT

Ces livres sont en vente à la librairie « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville, Paris.



Jean-Jacques Annaud

l'on communique, où l'esprit humain se développe. Il change l'organisation de la société. Le soir c'est un moyen de prolonger le temps de la vie.

■ Ce feu dont les hommes sont en quête puis qu'ils apprennent à fabriquer, semble symboliser l'espoir ?

C'est un hymne à l'espoir. J'ai eu une attitude très chaleureuse, très positive vis-à-vis de l'homme. C'est un peu nouveau

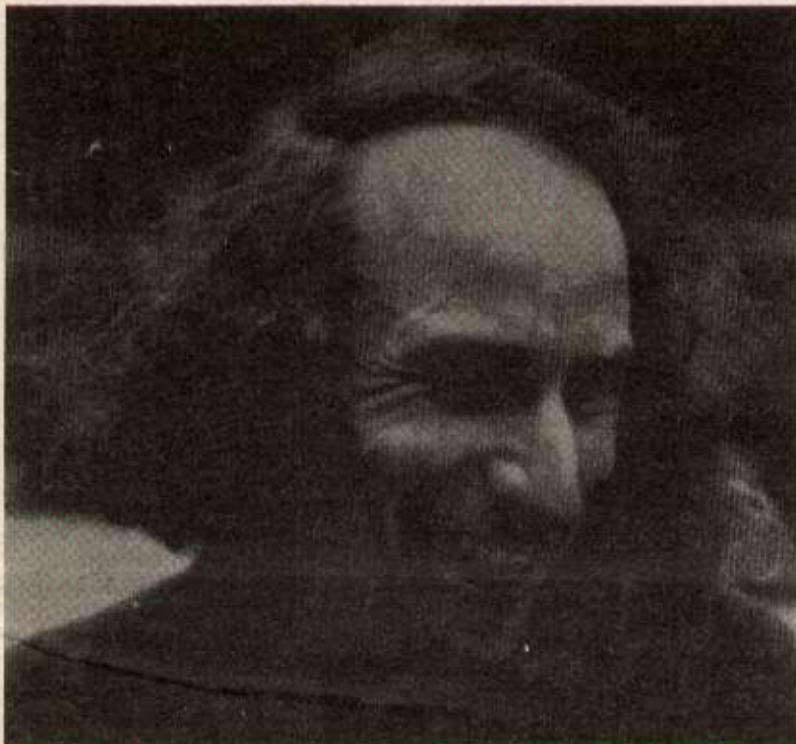
Le 26 mai 1957. Au stade de Colombes se joue, devant 43 000 personnes, la finale de la Coupe de France de football entre Toulouse et Angers. Dans le même stade, un autre événement se prépare. Un militant du FLN va exécuter le bachaga Chekkal, ancien vice-président de l'Assemblée algérienne, «ami de la France» qui préside le match au côté de Coty. Résultat final : Toulouse 6. Angers 3. Et une balle pour le bachaga Chekkal.

Rachid Boudjedra a magnifiquement recréé dans un roman intitulé «*Le Vainqueur de coupe*», ce jour où le destin d'un jeune plombier algérien a rencontré l'histoire. Le vrai vainqueur de coupe, c'était lui.

Léon CLADEL

Contre le misérabilisme une littérature décapante

INTERVIEW DE RACHID BOUDJEDRA ECRIVAIN ALGERIEN



Rachid Boudjedra est né le 5 septembre 1941 à Aïn-Beïda en Algérie. Il a enseigné dans plusieurs universités du Maghreb, du Proche-Orient, d'Europe et d'Amérique du Nord. On lui doit de nombreux romans : «*La Répudiation*», «*L'Insolation*», «*Topographie idéale pour une agression caractérisée*», «*L'Escargot entêté*», «*Les 1001 années de la nostalgie*».

Il est l'auteur d'une dizaine de scénarios parmi lesquels «*Chronique des années de brasse*» a reçu la palme d'or du Festival de Cannes en 1975 et «*Ali au pays de mirages*» le Tanit d'or du Festival de Carthage (2 millions d'entrée en Algérie). Il vient de terminer le scénario d'un film de 3 heures pour la télévision qui sera diffusé sur TF1 le 5 juillet 1982, jour de XXe Anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

● «*Le vainqueur de coupe*» votre dernier roman publié en France, évoque la lutte des patriotes algériens à Paris en 1957. C'est une œuvre très documentée du point de vue historique et en même temps d'une écriture très riche et très moderne...

Je suis de ceux qui pensent que la littérature est avant tout quelque chose de politique. Quelle que soit la façon dont on l'aborde du point de vue du style, de la modernité ou du classicisme, elle reste politique, comme toute donnée de la vie et des hommes.

Ce roman est d'autant plus politique que c'est un fait historique réel. Ça s'est passé à Paris, le 25 mai 1957, au stade de Colombes. Mais, partant de là, tout le reste est invention ou création... non seulement au niveau de l'écriture mais aussi des personnages, de la psychologie des personnages. Le terroriste en question n'est pas comme ça du tout, évidemment. Il y a beaucoup de traits de lui, mais aussi de moi, d'autres personnes. Il y a quand même une récréation qui se voit à travers le texte par un certain nombre de procédés comme celui, par exemple, de la carte postale étrusque. Tout le roman se passe surtout dans la mémoire. Sa mémoire : c'est son enfance, c'est le pays avec le rapport de la nostalgie au pays, de la terre natale qu'il a quittée, au moment où il attend d'être condamné à mort.

● Dans «*La répudiation*» et «*L'insolation*» vous avez abordé le problème de la folie...?

Dans «*La répudiation*», comme dans «*L'insolation*» ce n'était pas le problème de la folie. C'est plutôt le problème du délire... mais d'un délire tout à fait conscient et d'un délire qui est subversif. Mes personnages simulent parfois la folie, mais renvoient en fait à des problèmes politiques, à la répression, à la torture. Quelqu'un qui se trouve dans une prison ou dans un hôpital psychiatrique et qu'on torture, délire mais ce n'est pas le problème de la folie.

Dans mes romans, on ne trouve pas le problème de la folie, mais celui de l'homme confronté à la répression de l'Etat, du pouvoir; d'un individu face à un système. Automatiquement à un moment donné, quelque part, il est fou, mais d'autant plus que dans la mythologie arabe, le fou est celui qui sait, qui est perspicace; c'est un problème de perspicacité et non pas de folie. Dans «*Les années de brasse*» aussi on retrouve le fou qui sait.

● Avec «*L'escargot entêté*», vous avez parlé de la bureaucratie...?

Dans «*L'escargot entêté*», j'ai abordé le problème de la bureaucratie particulièrement dans un pays qui a choisi la voie non capitaliste de développement. Il y a une classe nouvelle qui est née depuis l'indépendance et qui s'appelle la bureaucratie et qui partage le pouvoir, tient les rouages. Elle n'a pas tous les pouvoirs.

Le bureaucrate, c'est une personne qui pense qu'on peut régler les problèmes d'une façon technique, d'une façon administrative et non pas d'une façon politique et humaine. Mon bureaucrate, directeur des services de dératization dans la ville d'Alger, croit qu'en faisant du travail, en travaillant 20 heures par jour, il va

régler le problème sans conscientiser les masses, sans expliquer aux masses les dangers de la saleté des rats. Il va échouer et être amené au désespoir parce qu'il est ridicule, il devient fou. Tout le travail qu'il aura fait sera complètement anéanti, en une seconde. Il ne fait pas de travail politique, pas d'appel, il est enfermé dans son bureau; il fait des plans techniquement extraordinaires, élaborés, mais politiquement et réellement inefficaces.

C'est ce que fait la bureaucratie dans nos pays. Le parti, en Algérie, est un parti bureaucratique, une structure bureaucratique administrative où il n'y a pas les masses... ça tourne en rond. Cela se pose beaucoup dans les pays socialistes. La courroie de transmission ne fonctionne pas entre le parti et les masses. Il n'y a même pas l'avant-garde des masses dans ces partis-là. Il y a des gens qui sont des administratifs, qui touchent des salaires, qui ont des privilèges, qui font un boulot routinier et surtout qui se méfient des masses. Surtout que les masses ne viennent pas. C'est ça «*L'escargot entêté*».

● «*Topographie idéale pour une agression caractérisée*» constitue une œuvre très moderne sur la condition du travailleur immigré en France...

Je tiens absolument, en tant qu'écrivain du Tiers Monde, à prouver, à démontrer si l'on peut démontrer quelque chose dans un roman, que nous ne sommes pas condamnés à l'archaïsme, au passéisme et à l'académisme. Nous sommes capables de maîtriser une modernité, des instruments modernes. En Algérie, par exemple, on utilise le pétrole, le gaz, des méthodes de pointe... pourquoi moi, en tant qu'écrivain je n'utiliserai pas les méthodes les plus modernes? Dans «*Topographie*», il fallait surtout ne pas tomber dans le côté misérabiliste de l'immigration. J'ai fait ça d'une façon décapante, brutale qui va à l'essentiel...c'est un peu une caméra à l'intérieur de ce bonhomme qui vient et découvre à travers ses yeux-caméras ce monde qui est le monde occidental. Ce monde du métro qui est le monde de Sisyphe et de la mythologie en fin de compte et qui est aussi horrible pour lui que pour les Français qui sont dedans. Moi je considère qu'un ouvrier qui travaille 8 heures à la chaîne et qui se retrouve le soir chez lui, n'a pas beaucoup d'espoir; il n'a pas de rêve. Donc, dans «*Topographie*», j'ai voulu raconter une histoire à la manière de la topographie du métro, d'une façon presque géométrique. A travers ce type qui ne lit pas le français, qui ne parle pas le français, j'ai voulu montrer le rôle de la publicité mensongère, le rôle de l'indifférence des gens, le rôle du racisme...

Tout se passe parce qu'il est conscient que dès le départ il est foutu; à l'arrivée, évidemment, il ne peut qu'être assassiné. Il est assassiné une fois qu'il arrive à sortir du métro, par des racistes à qui il demande un renseignement. Pour moi, c'était comme un mythe. Il n'y a pas d'immigrés heureux. Ça n'existe pas... Et déjà le métro en lui-même est une agression et l'agression qui va l'attendre. J'ai placé mon roman au lendemain de la nationalisation du pétrole algérien où il y a eu une soixantaine d'attentats qui ont fait 30 morts. On a mi-

traillé des cafés, on a assassiné des gens dans le métro.

Il y a cette écriture moderne, ce style, cette langue qui est un peu élaborée. Il faut toujours relier cette écriture à une réalité pressante, actuelle, qui colle à la réalité profonde de notre période. L'avant-garde politique se doit d'être justement à l'avant-garde de l'art, de la culture et les ouvriers ne sont pas plus bêtes que n'importe qui... «*Le Potemkine*», par exemple, n'est pas un film facile. Pourtant la classe ouvrière y adhérerait. «*Yvan le terrible*» aussi. Malgré tout, quand on voit les plans d'«*Yvan le terrible*», c'est un travail élaboré, cérébral; mais je crois que n'importe quel ouvrier peut le voir.

● Dans quelle langue écrivez-vous d'abord, l'arabe ou le français? Ressentez-vous à ce niveau les séquelles de la colonisation?

Moi, je suis arabisant complètement. Je n'ai écrit en français que pour des raisons tactiques. Depuis «*Le vainqueur de coupe*» j'ai commencé à écrire en arabe. «*La répudiation*», je l'ai sorti en France pour des raisons politiques de censure, tactiques. Il n'y avait pas, à moment-là, un seul éditeur dans le monde arabe capable de publier «*La répudiation*». C'était un livre très violent, antireligieux. Il a fallu attendre que le monde arabe soit mûr politiquement. Aujourd'hui, il existe, dans le monde arabe, en Algérie, au Liban, en Syrie, une possibilité d'écrire des romans qui s'opposent à la religion, qui combattent par les idées un certain nombre d'arriérations mentales, sociales, économiques, religieuses évidemment. En septembre sortira un roman que j'ai écrit en arabe. Il est sorti à Beyrouth et à Alger et a eu beaucoup de succès. Il s'appelle «*Le démantèlement*» et est traduit. Il porte sur la vision de l'histoire de l'Algérie en 81, l'histoire vue à partir de 81.

● Quel est le thème du «*Démantèlement*» qui va prochainement être publié en France?

Je dénonce l'hypocrisie sociale au niveau de la sexualité. Je dénonce l'oppression de la femme. Dans mon dernier roman, mon personnage principal est une femme de 25 ans qui demande des comptes aux ancêtres. Je prends à rebours toute la littérature d'avant où les ancêtres ont été portés au pinacle. Moi, je dis les ancêtres, quelque part, se sont faits avoir et pourquoi. Demandons des comptes aux ancêtres qui se sont faits avoir par toutes les colonisations qui se sont produites, celles qui ont réussi comme celles qui ont échoué. Je pense, depuis les Goths et les Wisigoths, les Vandales jusqu'aux Turcs, en passant par les Arabes. Il se trouve que la conquête arabe musulmane a réussi. Je revendique la culture arabo-musulmane, même si je revendique aussi la culture berbère. Ça fait partie de ma richesse, même si je revendique aussi la culture universelle, occidentale ou pas, asiatique... Mon héroïne dit aux ancêtres : «*Vous vous êtes faits avoir*». Notre génération, celle de cette jeune femme qui a 26 ans, qui serait née en 1954, s'adresse à un vieux militant communiste et lui reproche de n'avoir pas commencé le combat le 1er novembre 54 et d'avoir pris le train en marche.

L'ECONOMIE en QUESTIONS

GAUCHE QUELLE STRATÉGIE ?

« Gauche : quelle stratégie ? » Tel est le titre d'un intéressant dossier réalisé par la revue *L'Economie en questions*, bulletin d'informations et de réflexion économique, produit par un collectif de syndicalistes, d'économistes et d'enseignants, dans un numéro double (18-19 - premier trimestre 1982). Ce dossier aborde tour à tour plusieurs questions-clés : le défi mondial et la gauche, la nouvelle donne pour les pouvoirs économiques, les droits nouveaux des travailleurs, la politique industrielle (dont le bilan de la nationalisation de Renault) et l'autogestion (en panne). L'éditorial de ce dossier, sous le titre « La social-démocratie tranquille », analyse la stratégie économique mise en œuvre en des termes forts convergents avec les nôtres :

« Au plan économique, c'est moins les structures qui comptent, des entreprises nationalisées par exemple, que la logique d'ensemble, comme le montre parfaitement le bilan de la nationalisation Renault qu'on lira plus loin. Le défi de l'internationalisation, même s'il repose sur des choix différents comme la reconquête du marché intérieur, a pour corollaire une stratégie économique de concurrence avec les pays capitalistes anciens et nouveaux, d'impérialisme avec les pays du Tiers Monde d'où il ressortira inévitablement des normes de production et de consommation qui n'iront certainement pas dans le sens de réduire la division du travail, modifier son organisation, ni d'un autre côté de définir une nouvelle logique des besoins plus collective.

« Cette stratégie, qui ne reproduit pas exactement les modèles sociaux-démocrates classiques, permettra-t-elle une "sortie de crise" ?

« Cela supposerait la possibilité, pour un capitalisme "planifié", de résoudre la crise actuelle sans remettre en cause les normes qui commandent le jeu capitaliste mondial. Et c'est à coup sûr une stratégie qui passe à côté de nombreux besoins ressentis par les travailleurs ou les jeunes. »

(L'Economie en questions - revue trimestrielle : 17,00 francs)

cfdt-aujourd'hui

DES PATRONS, POUR QUOI FAIRE ?

« Notre objectif n'est donc pas le compromis social, mais la volonté de transformer le mode de direction des entreprises, pour permettre l'insertion positive du patronat dans le changement.

« C'est en particulier pourquoi nous ne sommes pas favorables à la constitution d'un couple gouvernement-syndicat dans la gestion des affaires de pays. Outre le fait que nous ne voulons pas aliéner notre indépendance, nous désirons réellement un changement significatif qui permette effectivement aux entreprises de répondre à la demande sociale, et, en conséquence, avoir une autre appréhension du patronat, moins générale, mais plus incisive, plaçant les conflits de classe au point essentiel.

« Dans ce cadre, il est possible de traiter positivement la place du patronat ou du moins des patrons, dans la situation présente. Que ces patrons soient privés, publics, ou associatifs, leur place doit être définie en fonction des objectifs collectifs, des droits des salariés à l'emploi, à la capacité d'expression, etc... et de l'autonomie de l'entreprise. Des patrons... pour faire quoi ? demandons-nous en titre de cet article. Et bien précisément, pour développer, y compris à travers le conflit cet aspect de la dynami-

que social, c'est-à-dire la production des biens utiles. Cela peut passer par la médiation du gouvernement. Cela pourrait passer également par la défense de l'entreprise, si la politique gouvernementale menaçait, à terme, ses capacités d'entreprendre. »

Telle est la conclusion d'un article signé Alexandre Bilous, dans le numéro 54 de la revue qu'il dirige, *CFDT Aujourd'hui*. Ce numéro de mars-avril 82 est lui aussi consacré au changement qui inspire le sous-titre de la revue cédétiste devenue « revue du changement social » après avoir été « revue d'action et de réflexion ». Les thèmes chers à la CFDT y sont affirmés avec fermeté : amener les patrons à changer d'attitude, l'insertion des patrons dans le changement ne saurait se faire uniquement par le pouvoir politique, il faut tenir compte de la diversité sociologique et politique des patrons et — en apothéose : le syndicalisme « outil fondamental pour la défense des travailleurs et de l'entreprise (...) vise à transformer les conditions de production, à garantir l'autonomie de l'entreprise et à y insérer positivement les dirigeants ».

A suivre une telle logique, on peut poser la même question que *CFDT Aujourd'hui* dans son édito : « Le changement, c'est pour quand ? ».

(CFDT Aujourd'hui - paraît tous les deux mois : 25,00 francs)



UN DOSSIER SUR LA CLASSE OUVRIÈRE

L'Institut de recherches marxistes vient de créer une nouvelle publication *Société française*, destinée à rendre compte des études, enquêtes et recherches concernant les mutations récentes de la société. Son numéro 2 consacre un dossier à la classe ouvrière. En voici présenté le contenu par les responsables de la revue eux-mêmes :

« Les textes de ce dossier illustrent certaines des orientations de recherche où s'engagent les groupes de l'IRM. Partant des thèses qui, prenant appui des nouvelles divisions qui affectent aujourd'hui la classe ouvrière, remettent en cause ses potentialités hégémoniques, et sans sous-estimer les effets de décompositions produits par la crise, Jean Lojkin ouvre la réflexion sur une question décisive pour la période qui vient : quelles possibilités, pour la constitution de nouvelles formes d'unité d'une classe ouvrière élargie au travail intellectuel qualifié, comporte la mise en œuvre des processus technologiques industriels les plus avancés ? L'examen, de ces possibilités, qui ne seront saisies qu'à travers le développement de luttes de masses, suppose une connaissance beaucoup plus fine de la situation actuelle de la classe. Une connaissance des processus qui, dans le dernier quart de siècle, ont profondément bouleversé sa physionomie : l'étude de Patrick Pelata, s'agissant des décentralisations industrielles vers les régions de l'ouest, en éclaire un aspect important. Des modalités de sa mobilisation : Maryse Triquier, qui part du constat de la diversité ouvrière, s'interroge sur les conditions de l'action collective. De la diversité concrète de ses composantes et des pratiques, de travail et hors-travail, syndicales et politiques aussi bien que familiales, de luttes comme de loisir, de ses membres. C'est aux spécificités de la classe ouvrière de l'Alsthom à Belfort et de ses rapports à la société locale, que Jean-Louis Romain consacre son article. »

Ces revues sont pour l'essentiel en vente aux « Herbes sauvages », 70, rue de Belleville - 75020 Paris. Métro Pyrénées.

Histoire

Il y a 111 ans, LA COMMUNE DE PARIS



Le 28 mars 1871, la Commune est proclamée à l'Hôtel de Ville de Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS

LA COMMISSION EXÉCUTIVE,

Considérant que certaines administrations ont mis en usage le système des amendes ou des retenues sur les appointements et sur les salaires ;

Que ces amendes sont infligées souvent sous les plus fautes prétextes et constituent une partie réelle pour l'employé et l'ouvrier ;

Qu'en droit, rien n'autorise ces prélèvements arbitraires et vexatoires ;

Qu'en fait, les amendes déguisent une diminution de salaire et profitent aux intérêts de ceux qui l'imposent ;

Qu'aucune justice régulière ne préside à ces actes de punitions, aussi innocents au fond que dans la forme ;

Sur la proposition de la Commission du travail, de l'industrie et de l'échange,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. Aucune administration privée ou publique ne pourra imposer des amendes ou des retenues aux employés, aux ouvriers, dont les appointements, convenus d'avance, doivent être intégralement soldés.

ART. 2. Toute infraction à cette disposition sera déférée aux tribunaux.

ART. 3. Toutes les amendes et retenues infligées depuis le 4^{is} Mars, sous prétexte de punition, devront être restituées aux ayants droit dans un délai de 15 jours, à partir de la promulgation du présent décret.

Paris, le 27 avril 1871.

La Commission exécutive,
JULES ANGERIEU, CLUZET, LES FRANKEL, PASCAL GROSJEAN,
JOURDE, PROTOT, VAILLANT, VIARD.

La commune prend des mesures en faveur des travailleurs parisiens.



Le peuple prend la parole (Club des femmes dans Saint-Germain l'Auxerrois).

JA KA TA

Ce journal guadeloupéen reflète les positions de l'UPLG et réserve une grande place aux luttes des paysans, employés et travailleurs.

Dans le numéro de décembre 81 : une double page consacrée à la création du Mouvement pour l'unification des forces de libération nationale, le communiqué final soulignant que le 10 mai n'a rien changé à la présence colonialiste et réaffirmant la nécessité de la lutte pour l'indépendance.

Dans le numéro de janvier-février : informations et analyses de la lutte des travailleurs de la banane de la SCEFA contre un colon de choc.

(mensuel : 3,00 frs)

FILM-ACTION

Née fin 81, cette volumineuse revue présente un dossier

à chacun de ses numéros. Le numéro 1 est consacré à la vidéo : enjeu comme moyen de communication, formes diverses d'utilisation dans les pays capitalistes, rapport télé-vidéo, langage vidéo, etc... On y trouve une liste de collectifs et d'associations utilisant ou diffusant des documents vidéo. Le numéro 2, sous le titre « Écrans colonisés », traite des différents aspects de la domination économique et culturelle américaine sur une grande partie de la production et de la distribution cinématographiques. Dossier très bien documenté.

(revue bimestrielle : 30,00 frs)

GAVROCHE

En cessant de paraître à la rentrée 80, *Le Peuple français* laissait un vide pour un large public intéressé par l'histoire

populaire. *Gavroche*, animé par certains membres de l'équipe du *Peuple français*, pourra-t-il reconquérir ce public ? Au sommaire de son numéro de février-mars : les émeutes populaires de Gdansk en 1970 ; révolte et vie des Camisards ; la révolte des deux sous (1786), etc... (revue bimestrielle : 16,00 frs)

CONGRES SYNDICAUX

Pour les syndicalistes — et non syndicalistes — les textes préparatoires aux congrès syndicaux CFDT de Metz et CGT de Lille.

— Dans un numéro spécial de *Syndicalisme Hebdo* (décembre 81) : rapport d'activité et thèmes en débat dans la CFDT.

— Dans *Le Peuple* (1126) : projet de document d'orientation ; puis rapport d'activité

et projet de programme d'action.

LITTÉRATURE CHINOISE

Littérature chinoise — en langue française — vient de lancer une nouvelle formule trimestrielle de 200 pages, plus riche, plus vivante et plus variée, où alternent études, documents et entretiens sur la littérature, les spectacles et les beaux-arts. Au sommaire du numéro du premier trimestre 1982 : un récit de Bajin, Ai Qing et la poésie moderne, des contes de littérature classique, un dossier sur Luxun ; des nouvelles et d'autres informations sur la vie littéraire et artistique en Chine.

Pour 1982, la revue offre un abonnement exceptionnel : 4 numéros 11,00 francs (*Guoji Shudian* - BP399 Beijing).

Le 12 octobre 1981, Jean Bertolino était nommé rédacteur-en-chef-adjoint aux reportages de TF1. Pour tous ceux qui souhaitent une autre information télévisée c'était une bonne nouvelle. Bertolino, avec quelques autres, c'est le journalisme de terrain, c'est la recherche de l'authenticité dans l'information, s'appuyant sur une expérience professionnelle de vingt ans. Il y avait là la possibilité d'une information télévisée qui permette une meilleure approche des réalités contemporaines, une remise en cause de la fonction de la télévision en tant qu'instrument des gouvernements successifs. Jean Bertolino est un journaliste libre.

Dans son édition datée du 20 février, *Le Monde* publiait un article de Bertolino, intitulé « *J'implose* ». Il y mettait les pieds dans le plat. Il y dénonçait la sclérose qui règne sur TF1, les rivalités qui s'y développent. Il constatait qu'il avait échoué à faire passer un autre souffle, un nouveau souffle.

Bientôt, il est convoqué par le P-dg de TF1, Boutet, venu du Conseil d'Etat, qui l'accuse d'avoir manqué à « l'obligation de réserve ». L'obligation de réserve pour un journaliste dont la profession doit être d'informer!

En guise de sanction, Jean Bertolino se voit refuser son intégration à la télévision.

Depuis, il se bat contre cette mise à l'écart pour délit d'opinion. Il en a l'habitude.

Deux fois déjà, sous la droite, il avait été écarté. Il est loin d'être seul, puisque 140 journalistes de TF1, sur 230, ont signé une motion destinée au P-dg et demandant son maintien sur la chaîne.

Au-delà de « l'affaire Bertolino », et à travers elle, se trouve posée la question de l'information télévisée. Qui mieux que lui pouvait nous dire ce que pourrait être une autre information et nous montrer, de l'intérieur, ce qui bloque et fait obstacle aux changements effectifs dans ce domaine?

Nous avons donc rencontré Jean Bertolino. Et faut-il dire que la rédaction de notre journal est solidaire de cet homme qui est un des plus authentiques journalistes de ce pays.

Pierre BURNAND

informer autrement à la télé ...

Il y a toujours eu deux conceptions qui sont antinomiques. D'une part, l'information digérée, bien nettoyée, bien propre; un peu comme quand vous allez dans un super-marché où vous avez des produits sous cellophane qui sont pré-conditionnés. Ça c'est un type d'information. Puis vous avez un autre type d'information qui est un peu comme le pain de campagne qu'on ne fabrique presque plus. L'information vraie, c'est d'aller sur le terrain et de donner le produit noble. J'appelle cela un produit noble car c'est le produit de l'expérience vécue, du contact humain, du rapport avec les gens. Dans la presse écrite, c'est une information qui est en perdition comme l'est le grand reportage. Dans le journalisme c'était la partie la plus authentique, la plus vraie. Le fait que des gens puissent aller sur le terrain, rencontrer d'autres gens, d'abord ça enlève la part de subjectivité qu'on peut avoir sur un événement. Le reportage permet une certaine authenticité dans l'information. Je ne dis pas objectivité car je pense aussi que le reporter n'est pas comme un chirurgien qui opère une tumeur. Le reporter est un homme qui doit avoir du cœur, il doit pouvoir être sensible à certains faits, certaines injustices, et il doit pouvoir les dire. Le journalisme neutre n'existe pas. Je ne fais pas de journalisme engagé. Je fais le journalisme du reporter qui est celui qui voit, qui est un témoin et qui s'engage quand l'évidence est là, qu'il sait très bien qu'à ce moment-là il y a des opprimés et ceux qui oppriment et que son rôle n'est pas de défendre ceux qui oppriment mais de défendre les opprimés. C'est l'évidence; ça dépasse tout concept politique.

UNE TÉLÉVISION FÉALE

Alors la télévision? Jusqu'à maintenant qu'est-ce que vous

aviez? Vous aviez un type d'information complètement émasculée. Si on prend les journaux, jusqu'à présent ils tournent autour d'un présentateur qui est l'ossature du journal et dans cette ossature, on injecte de temps en temps des sujets de reportage. Très souvent, et ce n'est pas pour rien, je crois que c'est une volonté délibérée, des sujets qui n'excèdent pas une minute trente, deux minutes. Pourquoi? Dans un sujet d'une minute trente, deux minutes, il faut être extrêmement synthétique, c'est un sujet qui ne prend pas sa propre personnalité, qui s'intègre dans le journal de tout. Ça n'a même pas le temps d'être un sujet personnalisé, qui prend sa propre envolée dans le journal, sa propre définition. Ça devient une espèce de sujet neutre et calibré, qui perd toute sa valeur. Ça permettait de mieux contrôler l'information. Il suffisait d'avoir un présentateur relativement docile, d'avoir les journalistes tenus par une certaine crainte, crainte du chômage, du renvoi, et on arrivait à faire des journaux comme on le voulait c'est-à-dire aseptisés d'une part et bien colorés d'autre part, c'est-à-dire dans le sens où le voulait le pouvoir. En plus, il y avait la pyramide hiérarchique. Avant le 10 mai, c'était très clair; le directeur de l'information, le patron de la chaîne étaient nommés directement par le pouvoir et ces gens-là ne recrutaient des journalistes qu'en fonction de recommandations politiques ou des aptitudes à l'obéissance. Avec ces deux critères-là, ils étaient sûrs de bien pouvoir goupiller leur information. C'est pour ça qu'on a eu pendant plus de vingt ans une télévision féale qui a été effectivement la voix du pouvoir.

UNE VISION DIFFÉRENTE DES CHOSES

J'ai essayé de former des re-

porters à une vision différente des choses. Je leur disais: arrêtez vos interviews avec des bustes; essayez d'aller plus près des gens, d'avoir des confessions. Ce qu'on voulait c'était essayer d'intérioriser d'avantage les gens dans leurs problèmes. C'est un peu la vertu du grand reportage qu'on pourrait transposer dans tous les petits reportages qu'on fait dans les journaux. C'est une autre façon de voir les choses. On entrait très souvent en conflit avec la rédaction en chef qui, elle, était beaucoup plus soucieuse de faire des sujets qui n'excédaient pas deux minutes pour calibrer son journal, avec un présentateur saucissonné par des sujets de deux minutes, avec un présentateur qui faisait les transitions, qui prépa-

caméraman, d'un journaliste si on le forme bien, d'un technicien du son. Plus on passait de reportages dans le journal, plus on réduisait le rôle du présentateur à n'être qu'une courroie de transmission, plus on faisait du journal une œuvre collective, de l'ensemble de la rédaction, de l'ensemble qui travaille. Il fallait donc à la fois leur apprendre à avoir une autre vision des choses et en même temps essayer de promouvoir le travail qu'ils faisaient sur l'antenne. C'est là où ça n'a pas marché. Pourquoi?

UN APPAREIL OSSIFIÉ

Sully Prudhomme disait: « *L'habitude supplante la raison* ». Il y a vingt années d'habitudes crasses dans cette maison, qui ont complètement ossifié cet appareil. Quand vous allez à la télévision actuellement il y a un traumatisme profond chez les journalistes. L'appareil de la télévision est un vieil appareil qui a su secréter de lui-même, à chaque changement de gouvernement, ses propres apparatus pour assurer sa pérennité. Quand on passait de de Gaulle à Pompidou, ce n'était pas un changement de fond; de Pompidou à Giscard, on s'apercevait qu'il y avait certains remaniements à l'intérieur de la maison, les gaullistes passaient au second plan, les giscardiens venaient au premier; tout ça se faisant à l'intérieur de l'appareil; peu d'interventions extérieures, très peu. Maintenant, on s'aperçoit que le système est en train de secréter de nouveaux apparatus, qu'il est en train d'essayer de se mettre à la couleur du jour mais d'une manière tout à fait pyramidale encore où, de nouveau, on a le sentiment qu'il attend que le pouvoir arrive, soit son guide et il aura toutes les structures pour faire fonctionner. Ce qui fait que de nouveau on aura une télévision enchaînée; au lieu de l'être à la couleur de la droite, elle le sera à la couleur rose de la coalition gouvernementale mais ça ne changera rien au fond. La seule manière réelle de libérer la télévision c'était d'ouvrir largement les portes, les fenêtres, de donner un grand bol d'air, de faire en

journal, est devenu le super-rédacteur en chef qui est directement connecté au président de TF1. Je constate aussi qu'on a fait rentrer deux communistes par le haut. C'est Juquin qui les a sélectionnés pour les faire entrer; on a fait entrer deux journalistes socialistes qui occupent des postes névralgiques à l'intérieur de la rédaction. L'un est chef du service politique, l'autre est chef adjoint du service économique et social, parachutés par le haut. Je ne suis absolument pas contre que les journalistes longtemps exclus de l'antenne puissent y entrer, des journalistes communistes ou socialistes. Mais pourquoi les parachuter par le haut? Pourquoi ne pas les faire entrer comme on fait entrer n'importe quel journaliste ordinaire, sous forme de tests de sélection et en fonction de compétences données et ensuite en leur attribuant des postes en fonction de compétences réelles? Pourquoi ne pas les faire entrer sur des critères uniquement professionnels et non pas sur des critères politiques? Pourquoi faut-il qu'ils soient promus par des partis, injectés dans la maison par le pouvoir et qu'ils occupent des postes à l'intérieur comme ça? Cela je ne le comprends pas. Si c'est pour faire en sorte que la télévision exprime les couleurs du changement, je me dis il n'y a pas que les socialistes ou les communistes qui ont porté Mitterrand au pouvoir. Il faudrait faire aussi entrer à la télévision des gens du PSU, des écologistes, des trotskistes, etc... et puis les gens d'une certaine droite qui, comme on le sait, ont voté à gauche aux dernières élections présidentielles. Alors, si tous ces gens-là, au moment du journal, se mettaient à prêcher pour leur propre chapelle, j'ai l'impression que ce serait un salmigondis un peu indigeste pour les téléspectateurs. Je crois que la télévision c'est avant tout une affaire de professionnels; savoir former de bons professionnels, faire en sorte que ces professionnels soient des hommes libres, leur apprendre à recouvrer leur liberté, leur enlever systématiquement les baillons qu'on veut leur mettre, les œillères et leur laisser le champ de vision globale qui leur permette d'être de bons journalistes, de ne plus être la voix d'un parti ou d'un groupe politique quelconque.

Au bout de cinq mois, j'ai senti que cette télévision n'était pas libre. Elle n'était pas encore prise en mains réellement par le PS mais elle n'était pas libre. Il y avait eu un grand mouvement en mai et puis, petit à petit, les choses redevenaient normales, se verrouillaient. Il y avait un profond malaise dans la rédaction. Ce qui s'était passé en mai les avait exaltés, ils avaient fait une commission de concertation, ils avaient demandé le droit d'être libres et puis, petit à petit, les choses se restructurant tout s'échappait... et de nouveau une volonté de faire un journal bien aseptisé, le préparer à être de l'autre couleur. J'ai été renvoyé deux fois sous la droite parce que je ne supportais pas les censures ou encore pire l'autocensure qui est la pire des contraintes morales, mais je ne le supporterai pas plus sous la gauche. Je ne tolère pas la censure, que l'on puisse avoir une vision borgne de l'information.

• *Que penser de l'information télévisée telle qu'elle a été faite ces dernières années?*

• *De l'évolution depuis le 10 mai?*

• *Comment pourrait être conçue une façon nouvelle d'informer à la télé?*

JEAN BERTOLINO REPOND ...

rait les sujets, qui, souvent d'ailleurs, hélas, livre le sujet dans le chapeau ce qui fait que quand on a écouté le chapeau on n'a plus besoin de voir le sujet, ce qui est une absurdité. Notre objectif était de diminuer le rôle des présentateurs, de n'en faire qu'une courroie de transmission entre les reportages. Le reportage, c'est un travail d'équipe, le travail et la sensibilité d'un

sorte que cette fois-ci, les journalistes, de l'intérieur, secrètent non plus un président qui viendrait de l'extérieur mais un président qui serait un professionnel, pas forcément de la maison. Pourquoi faut-il que ce soit le pouvoir qui nomme les présidents? On a supprimé actuellement le poste de directeur de l'information, mais Jean-Pierre Guérin, le rédacteur en chef des

CANTONALES

Quelques raisons pour un échec

On n'a pas fini de discuter des résultats des cantonales. Le PCF y a consacré la réunion de son Comité central du 25 mars ; le Parti socialiste les a mis à l'ordre du jour de ses journées parlementaires du 1^{er} au 8 avril, de son Comité directeur et a prévu un séminaire de direction. On ne saurait en effet enterrer l'échec subi par la gauche électorale, qui marque la fin officielle de « l'état de grâce ».

Alain SENTIER

L'arithmétique électorale est sans appel. Une majorité devient minorité à 0,1%... et le scrutin majoritaire est plus impitoyable encore : 349 sièges perdus pour cette infime différence ! Les partis de droite espéraient cet « heureux » événement pour les municipales : on comprend les titres ravis du *Quotidien de Paris* (« L'Affront populaire ») et les sourires éternels de Lecanuet, un peu crispés par les succès chiraquiens et l'attitude de « recours désigné » du patron du RPR. A gauche, aussi, il y a eu le spectacle des premières réactions ; tel chef de parti voyant obstinément son score monter alors qu'il plafonne, tels autres expliquant sérieusement que le coup était prévisible et que François Mitterrand leur en avait fait confiance en juillet dernier — mais que ne l'ont-ils pas dit alors ? Le temps de la réflexion et de l'analyse venu. Qu'en dit-on parmi les directions des deux grands partis au gouvernement ?

TIRER LES LEÇONS DE L'AVERTISSEMENT

Il faut tirer les leçons de l'avertissement. Telle est l'attitude adoptée ; attitude réaliste : encore faut-il tirer les bonnes leçons.

Chez les socialistes. Certaines sont essentiellement descriptives et interrogatives, telles celles exprimées par Guy Périmond dans *L'Unité* : « Mais pourquoi ? Faut-il y voir une démobilisation due aux difficultés de remise en route du pays ? Un refus de ceux qui pensent que l'on tente de remettre l'économie en marche par des mesures homéopathiques ? Ou un reflet de l'apathie relative des partis de gauche depuis les élections législatives ? Faut-il croire que les médias ont réussi à détourner des électeurs de gauche, exploitant qu'ils n'avaient pas pu réaliser en 1981. Doit-on penser que le gouvernement a mal coordonné son action, mettant l'accent sur des réformes de structure, dont les effets sont longs à se faire sentir, et ne prenant pas assez en compte les détails de la vie de chaque jour ? Peut-on limiter l'analyse à la relativité, pour les électeurs, de l'enjeu : la décentralisation n'est pas encore une réalité, dès lors il devient simple de croire que la droite s'est mobilisée pour indiquer son refus du changement, et cela d'autant plus facilement que l'apparente bonne entente du RPR et de l'UDF comblait ses vœux, alors qu'à gauche, le pouvoir central, étant contrôlé, la motivation était moindre ? »

Le Parti socialiste retient jusqu'ici trois types de leçons : les effets de la mobilisation de la droite, le manque de pédagogie et d'explication de la politique gouvernementale, l'insuffisance des changements au quotidien.

Au PCF. Le PCF tire des leçons propres en raison de la permanence du recul électorale enregistré en avril et juin 81. Georges Marchais, lors du Comité central du 25 mars, enregistre « le poids de la responsabilité de l'électorat communiste dans l'échec de la gauche » (« On peut l'estimer à 6 ou 7% ») et reconnaît qu'« au sein des

forces qui ont permis la victoire de la gauche, des interrogations, des incompréhensions, parfois un manque de motivations, voire même un certain désenchantement ». Dans son discours de clôture du 25 mars, il cite 4 catégories de « ceux qui ne votent plus communiste » : « Ceux qui ont cru que les communistes ne voulaient pas le changement, qu'ils poursuivaient des objectifs partisans et divisaient le mouvement populaire. Ceux qui ont cru que les communistes étaient tentés de ménager la réaction. Ceux qui ont cru que les communistes refuseraient de prendre leurs responsabilités parce que la crise est profonde vont ainsi pouvoir vérifier le sérieux de nos propositions. Ceux qui ont cru à "l'allégeance des communistes à l'égard de Moscou" ».

Certaines de ces leçons paraissent pour le moins méprisantes pour l'électorat de gauche — est-il bête qu'il faille lui parler comme à un enfant ? — ou bien naïves — est-on vraiment surpris par la mobilisation de la droite ? Nous n'avons quant à nous pas de leçons électorales à tirer — ni à donner — en lieu et place des partis au gouvernement. Mais les indications politiques que manifestent les résultats des 14 et 21 mars suggèrent quelques remarques et questions :

— le Parti socialiste a-t-il oublié comment et pourquoi le « raz-de-marée rose » et l'élection présidentielle ? S'agit-il de décrire les désenchantements ou bien faut-il y remédier ? Enfin, toutes les forces ouvrières et populaires ont-elles pu s'exprimer réellement lors de cette campagne ?

LE MAINTIEN D'UNE STRATEGIE ELECTORALE

Les résultats des cantonales sont similaires à ceux des législatives de 78 et du premier tour des présidentielles : ils reflètent la permanence des rapports de force gauche/droite dans le pays. Le résultat du 10 mai et plus encore ceux des législatives ne traduisaient nullement les prémisses d'un grand mouvement populaire ni une modification en profondeur des rapports de forces électoraux entre droite et gauche ; ils ont été produits par deux phénomènes conjugués : les divisions de la droite et le recul électorale du PCF.

Dans ce contexte, connu, analysable et analysé — ce fut le cas, entre autres, de notre parti, dans *L'Humanité rouge* et *Prolétariat* l'été dernier —, quelles ont été les stratégies mises en œuvre pour transformer les rapports de force initiaux ?

Aujourd'hui, le Parti socialiste, par la bouche de Jean Poperen, et le Parti communiste français, s'en prennent aux « abus » de la droite, à ses forces maintenues dans l'économie, les institutions, les médias : qu'ont-ils fait pour modifier cet état de fait ? Ils constatent une certaine démobilisation à gauche : mais ce trait est antérieur au 10 mai, la politique d'attaque anti-ouvrière tout azimut de Giscard ayant mis les forces populaires sur la défensi-

ve depuis pas mal de mois. Les stratégies dans la gauche — et de la gauche — ont-elles pris en compte ces données objectives ou ont-elles cédé aux mirages de l'état de grâce, tout en s'en défendant ?

Au plan strictement électorale, la politique suivie par le Parti socialiste pour ces cantonales, se résume en peu de termes : conforter le « rééquilibrage » dans la gauche à son profit et neutraliser ses autres composantes, utiliser au maximum les institutions de la Ve République et rééditer — même de manière moins décisive — l'opération des législatives de juin. D'où le maintien du scrutin majoritaire, les insuffisances du découpage Defferre, le refus des alliances au premier tour face à une droite unie, le maintien des barrages à l'expression démocratique, etc... Si les élections de mai-juin avaient été le fruit d'une adhésion populaire élargie au Parti socialiste, la tactique était jouable... Mais voilà : si le pari du rééquilibrage a été tenu, la gauche toute entière a perdu.

Un mouvement populaire, en attente, divisé, toujours en défensive face à une droite réunifiée dans son opposition au gouvernement et toujours à l'offensive sur tous les plans. Ce n'est pas une affaire de pédagogie ! Rien ne servirait d'expliquer mieux ou plus les grandes manœuvres stratégiques. Et s'il fallait plutôt en changer ?

Or, dans une interview au *Nouvel Observateur*, Jean Poperen persévère : « — L'union de la gauche doit-elle changer de nature, du coup ? (Question *Nouvel Obs* — NDLR) » « Non. Cela donne simplement davantage de devoirs au PS : il doit avoir la responsabilité de son influence. Le rassemblement majoritaire de la gauche dépend d'abord de lui maintenant. Et parce que c'est l'avenir de l'ensemble de la gauche qui dépend du PS lui-même, celui-ci ne peut négliger de s'interroger sur le retard pris par la direction du PCF à procéder à un réexamen de fond de certaines positions. »

FAIRE PREUVE DE PEDAGOGIE OU PRENDRE APPUI SUR LES FORCES POPULAIRES ?

S'il pense encore le Parti socialiste en mesure de canaliser derrière son sigle l'ensemble des forces ouvrières et populaires, c'est qu'il ne saisit pas les raisons profondes et multiples de la désaffection et des divisions, ni son extrême multiplicité et diversité dans la réalité sociale et politique du pays. C'est au fond, qu'il pense le rassemblement des forces anticapitalistes et son pluralisme d'un point de vue étriqué. Max Gallo, dans *L'Unité*, réfléchissant à la toute puissance de la droite dans les médias, s'interroge : « Que répondre ? Rétablir l'équilibre en rejetant ces principes de pluralisme qui sont notre loi et le sens même de notre lutte ? Impensable ! » Max Gallo ne ferait-il pas

mieux de réfléchir à l'expression pluraliste des forces populaires plutôt qu'au pluralisme bi-polaire PS/droite ?

Dans le livre *Le Nouveau pouvoir*, est recensé un millier d'hommes arrivés au pouvoir par le 10 mai 81. Un millier d'hommes ne feront pas le printemps sans les millions et les millions d'hirondelles du pays. Mais ces millions-là se lèveront pour défendre leurs intérêts et réaliser leurs aspirations, mais non pour « soutenir » ou répondre aux injonctions du milliers d'hommes. Un exemple : celui des 39 heures. Le millier produit une ordonnance pour le moins ambiguë et dit aux millions de travailleurs de se débrouiller — pardon, de « se concerter » — avec le patronat. Se concerter avec ces mêmes forces de droite, dont le millier se rappelle opportunément aujourd'hui qu'elles possèdent de puissants moyens « de résistance au changement » ? Si tel était l'ordre de bataille, il ne pouvait entraîner que la confusion et l'isolement des travailleurs qui se sont effectivement battus, il y en a eu, dans telle branche, telle entreprise ou administration.

Sur quels intérêts, sur quelles forces appuyer sa politique : la question est souvent posée. Surtout, quand Jacques Delors, une soirée de dimanche à la télé, après avoir écarté d'une phrase le drame des sidérurgistes, car c'est un drame imposé par une mauvaise politique passée — que n'en fait-on une autre pour les travailleurs ? —, demande de revenir au problème-clé : la concertation avec les patrons, « les apaisements que les chefs d'entreprise sont en droit d'attendre », etc... Jacques Delors n'est pas un mauvais pédagogue ; les téléspectateurs qui ne sont pas Gattaz, et ils sont des millions, auront bien compris... Mobiliser les masses derrière la bannière PS lors des échéances électorales ou bien leur déléguer effectivement le pouvoir, leur donner les moyens de devenir les « acteurs » réels « du changement » ? Mais sans doute cette issue est-elle étrangère à une politique social-démocrate, même à la « française » ?

DECRIRE LE DESENCHANTEMENT OU Y REMEDIER

Georges Marchais et le Comité central du PCF prétendent y remédier et ce faisant, regagner l'influence électorale du PCF. « Les électeurs communistes — dit G. Marchais — même si avec de grandes inégalités naturellement — montrent leur haut niveau de conscience, la qualité de leur engagement politique ».

Haut niveau de conscience et bas niveau ? Ou bien capitalistes, forces de droite et la grande masse des travailleurs ? Il n'y a pas l'élite des communistes et les autres qui seraient des imbéciles. Et comment expliquer la désertion de ceux qui ont été « haut niveau » pendant tant d'années ?

Ces hommes et ces femmes qui ne votent plus communistes ne sont pas

Suite page 15

Suite de la page 14

de « bas niveau ». Leurs doutes et leur désenchantement sont parfaitement fondés à la fois par ce qu'explique le XXIV^e Congrès du PCF — le « retard », les mutations, l'inadaptation au réel, les erreurs du programme commun, etc... — et par leur propre expérience de l'action du PCF. « Ceux qui ont cru que les communistes divisaient le mouvement populaire » écrit G. Marchais. Mais ont-ils cru à tout ce qu'ils ont vécu : la division syndicale exacerbée, les injures adressées aux militants socialistes, la mise au ban des communistes qui pensent différemment? Comment comprendre et suivre une politique qui passe de l'attaque contre la « bande des trois » au loyalisme à la politique de Mitterrand et à la participation gouvernementale?

« Ceux qui ont cru à l'allégeance des communistes à l'égard de Moscou? Mais n'ont-ils pas eu une claire conscience de la politique effectivement menée par le PCF : soutien à l'invasion soviétique en Afghanistan, non condamnation de l'état de guerre en Pologne, soutien à l'invasion vietnamienne au Cambodge, par exemple? »

Il ne suffit pas de diagnostiquer les causes du mal; il faut les combattre et sans nul doute faire des révisions déchirantes dans la stratégie et dans l'attitude. Sur les points soulevés par Georges Marchais, le XXIV^e Congrès n'est pas allé au fond des choses, tant s'en faut.

**DONNER
SES CHANCES
AU MOUVEMENT
OUVRIER
ET POPULAIRE**

Les remarques ci-dessus ne sont pas pour exhorter le PS et le PCF, ni leur faire la leçon. Ils modifieront leurs attitudes et leurs politiques si les faits les y obligent.

Car, les faits sont des arguments pratiques. Les quelques résultats électoraux des autres organisations, qui, dans la gauche, ont présenté des candidats, le PSU et notre parti, montrent que des travailleurs — 4 à 5% de l'électorat — situent leur combat politique contre le capitalisme, mais pas avec le PS ou le PCF. C'est un fait. Le Parti socialiste le reconnaît assez volontiers en paroles et aussi sur le terrain. Le PCF veut l'ignorer au plan national, mais il arrive que ses militants et responsables en tiennent compte au plan local. Et si, des forces comme la nôtre étaient une force d'appoint pour les municipales? La logique électorale viendrait-elle à bout des sectarismes les plus tenaces?

Peut-être, mais là n'est pas notre façon de voir les choses. Notre parti organise des communistes, des « communistes différents », comme l'ont expliqué nos candidats, qui répondent à des intérêts et à des aspirations bien réels, parmi la jeunesse, parmi les ouvriers, les employés et les petits paysans. En définitive, quand nous exigeons que soit établi un système électoral de proportionnelle intégrale, que soient fournis les moyens matériels et financiers de l'expression démocratique aux élections, c'est pour que la parole soit donnée, non pas seulement à notre parti ou à d'autres, mais à l'ensemble des travailleurs du pays.

AVEC LE PARTI

COUP D'OEIL AUX BULLETINS LOCAUX DU PARTI



Un coup d'œil aux bulletins locaux et régionaux du parti en dit long sur son activité, sur sa connaissance des réalités locales, sur ses liens avec des travailleurs... Ils sont de véritables baromètres de l'action du parti, ces quelques dizaines de bulletins édités par les cellules, les comités de ville ou de région...

La variété est de mise : ici, on rédige de simples tracts; là il y a un sommaire, une régularité de parution; ailleurs, on trouve des dessins et des caricatures. Certains bulletins sont soignés, aérés, attrayants, incisifs; d'autres plus « tassés » et mal encrés, disparaissent de nos collections, mais il en reste encore deux ou trois de ce genre-là...

Leurs titres? Classiques ou originaux. Passons-en quelques-uns en revue : *Riposte*, de la section du pays basque; *La Torche*, du site pétrochimique de Lavéra; *Le Rail rouge*, bulletin de liaison des cheminots de Marseille-Avignon; *Vivre et lutter à Vitrolles*, bulletins locaux de la région marseillaise; *Classe contre classe*, bulletin du comité d'Aveyron; *Le Dossier*, Sécurité sociale, cellule Eugène Pottier de Limoges; *PCML-Limoges*; *L'Étincelle*, bulletin CEN-Saclay; *L'Onde nouvelle*, cellule André Marty de Thomson-Bagneux; *Communisme EDF*, services centraux Messine-Murat; *La Dépêche rouge*, PTT Paris; *Répondre*, Comité de Paris; *Camarade*, bulletin de Nancy; *Servir le peuple*, vallée de la Fensch (Est); *Unité et Solidarité*, *Chronique viticole*, *Les élus et le peuple*, *Le Travailleur gardais*, différents bulletins du Languedoc-Roussillon; *La lettre du PCML du Nord*; *PCML-Allones*; etc... Et il y en a d'autres... plus ou moins épisodiques; d'autres aussi que les camarades destinent jalousement aux travailleurs de leurs entreprises et qu'ils oublient de nous transmettre!

Leur contenu? Leur destination et leur diffusion? Tout cela est très varié. Quelques exemples :

Unité et Solidarité du Comité régional du Languedoc-Roussillon est mensuel; il a obtenu la commission paritaire. Il fournit de multiples informations sur la situation des entreprises et les luttes régionales et donne, le point de vue du parti sur des questions-clés. Au sommaire du numéro de février : plus d'une douzaine d'informations précises sur les licenciements annoncés, la question de la réduction d'horaires, sur les luttes, l'action des travailleurs immigrés de Nîmes, les 300 licenciements des ouvriers agricoles de l'Hérault. Et aussi, la plate-forme du parti « pour le changement, la parole aux travailleurs ». *Unité et Solidarité* est un outil, modeste mais utile pour l'information et la connaissance des militants ouvriers, des unions locales, sections et syndicats qui le reçoivent régulièrement.

Toujours en Languedoc, *Chronique viticole*, bimestriel, qui publie informations et points de vue aux militants viticoles. Au sommaire du numéro de mars : extraits des déclarations de Maffre-Baugé, de la FDSEA, du MODEF; lettre ouverte de Jean Huillet à Edith Cresson; communiqués du PCML sur les problèmes viticoles; édito sur la décision de la CEE, etc...

La Lettre du PCML du Comité régional du Nord, elle aussi adressée essentiellement à des militants syndicalistes et des associations, présente différemment : sur un recto-verso, elle donne le point de vue du parti sur un sujet brûlant... Exemple : les nationalisations pour celle de février 82.

Servir le peuple, bulletin local de la vallée de la Fensch, en Lorraine, c'est encore autre chose : un bulletin qui dure — son numéro de mars est le N° 51! — qui alterne informations et points de vue. Le N° 51 parle surtout des cantonales : communiqué après le premier tour et remerciements aux électeurs de Jean-Louis Malys (Uckange-Florange); analyse des résultats nationaux; invitation à une réunion « bilan et perspectives » à la suite de la campagne.

Le Dossier de Limoges est centré sur les caisses de Sécurité sociale. Au sommaire de celui de février : à propos de la restructuration à la CPAM; conjuguer changer au « concret » et quelques « petits potins » de l'entreprise.

On ne saurait passer tous les derniers bulletins du parti en revue... Une préoccupation constante les anime : traduire et servir l'action des travailleurs du quartier, de l'entreprise ou de la région. Ce sont des outils très précieux.

Camille GRANOT

